

Banque des États de l'Afrique Centrale



# **BULLETIN DU MARCHÉ MONÉTAIRE**

**N° 288**

**AOÛT 2018**

<b>Sommaire</b>	Pages
<b>Liste des abréviations</b>	<b>2</b>
<b>Résumé des opérations du mois d'août 2018</b>	<b>3</b>
<b>I- Activités du compartiment interbancaire</b>	<b>3</b>
<b>II-Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale</b>	<b>3</b>
<b>A- Evolution des taux d'intérêts</b>	<b>3</b>
<i>a) Taux débiteurs</i>	3
<i>b) Taux d'intérêt sur les placements des banques</i>	3
<i>c) Taux de rémunération des dépôts publics</i>	3
<b>B- Interventions de la Banque Centrale</b>	<b>4</b>
1) <i>Opérations principales d'injection de liquidité</i>	4
<i>a) Volumes échangés</i>	4
<i>b) Taux des adjudications observés</i>	5
2) <i>Facilités permanentes</i>	5
3) <i>Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables</i>	5
4) <i>Autres interventions</i>	6
<b>III- Évolution du marché des titres publics</b>	<b>6</b>
<b>Statistiques du marché monétaire</b>	<b>7</b>
<b>I- Statistiques du compartiment interbancaire (Ia à Ic)</b>	8-9
<b>II- Statistiques du compartiment des interventions de la Banque Centrale (IIa à IIk)</b>	10-15
<b>III- Statistiques du compartiment des titres publics (IIIa à IIIi)</b>	15-19
<b>IV- Autres statistiques (Iva à IVp)</b>	19-27
<b>Annexes</b>	<b>28</b>
Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers	29
Annexe 2 : Chronologie des principaux évènements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC	34
Annexe 3a : Liste des établissements éligibles au compartiment des interventions de la BEAC (Cameroun, Centrafrique et Congo)	38
Annexe 3b : Liste des établissements éligibles au compartiment des interventions de la BEAC (Gabon, Guinée Équatoriale et Tchad)	39

**Liste des abréviations**

BEAC	:	Banque des États de l’Afrique Centrale
BDEAC	:	Banque de Développement des États de l’Afrique Centrale
BCEAO	:	Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest
BCE	:	Banque Centrale Européenne
CEMAC	:	Communauté Économique de l’Afrique Centrale
CMM	:	Comité du Marché Monétaire
COBAC	:	Commission Bancaire de l’Afrique Centrale
CPM	:	Comité de Politique Monétaire
CRCT	:	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
CTPM	:	Cellule Technique de Politique Monétaire
DAJR	:	Département des Affaires Juridiques et de la Règlementation
DSFABFE	:	Direction de la Stabilité Financière, des Activités Bancaires et Financement des Économies
DERS	:	Direction des Études, de la Recherche et des Statistiques
DN	:	Directions Nationales
FALB	:	Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire
FMI	:	Fonds Monétaire International
TCM	:	Taux Créditeur Minimum
TCN	:	Titres de Créances Négociables
TIAO	:	Taux d’Intérêt des Appels d’Offres
TFPM	:	Taux de la Facilité de Prêt Marginal
TFD	:	Taux de la Facilité de Dépôt
TISPP <sub>0</sub>	:	Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de réserve pour les générations futures
TISPP <sub>1</sub>	:	Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires
TISPP <sub>2</sub>	:	Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre des dépôts spéciaux
TPB	:	Taux de Pénalité aux Banques
TICCE	:	Taux d’intérêt sur les Crédits Consolidés sur les États

## Résumé des opérations du mois d'août 2018

Au cours du mois d'août 2018, l'activité du compartiment interbancaire s'est sensiblement accrue en se hissant à 171,1 milliards contre 102,6 milliards un mois auparavant. Parallèlement, l'encours moyen des injections de liquidité par l'Institut d'Émission dans le système bancaire a évolué à la baisse, passant de 497,1 milliards en juillet 2018 à 475,6 milliards un mois plus tard, laissant apparaître ainsi une légère détente sur les besoins de refinancement du système bancaire de la sous-région.

Sur la même période, le marché des titres publics est resté relativement actif avec seize (16) nouvelles émissions enregistrées d'une valeur totale de 170,5 milliards contre onze (11) émissions d'un volume de 115,3 milliards en juillet 2018.

### I- Activités du compartiment interbancaire

Le marché interbancaire est demeuré vigoureux en août 2018, en liaison avec le rehaussement du coût de la liquidité et la réduction du montant alloué au titre de l'opération principale d'injection de liquidité. En effet, le volume des transactions s'est élevé à 171,1 milliards en août 2018 contre 102,6 milliards en juillet 2018, en hausse de 66,8%. Un total de quarante-neuf (49) opérations ont été comptabilisées, dont vingt-six (26) à caractère national et vingt-trois (23) régionales comprenant deux (2) opérations de revolving.

Les taux d'intérêt pratiqués sont allés de 3,42% à 6% pour des durées comprises entre 7 jours et 90 jours.

### II- Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale

A fin août 2018, les activités de ce compartiment du marché monétaire ont été caractérisées par le maintien de l'ensemble des taux de la BEAC et une légère contraction des interventions de la Banque Centrale.

#### A- Evolution des taux d'intérêt de la BEAC

##### *a) Taux débiteurs*

- Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : **2,95 %** ;
- Taux de facilité de prêt marginal (TFPM) : **4,70 %** ;
- Taux de pénalité aux banques (TPB) : **7,00 %**.

##### *b) Taux d'intérêt sur les placements des banques*

- Taux de facilité des dépôts : **0,0 %**.

##### *c) Taux de rémunération des dépôts publics*

Les taux de rémunération des dépôts publics sont également restés inchangés

comme ci-après :

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du fonds de réserve pour les générations futures (TISPP<sub>0</sub>) : **0,40 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP<sub>1</sub>) : **0,05 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP<sub>2</sub>) : **0,00 %** ;

Enfin, le taux créditeur minimum, taux fixé par la BEAC pour protéger et encourager l'épargne domestique, est de : **2,45 %**.

## ***B- Interventions de la Banque Centrale***

### *1) Opérations principales d'injection de liquidité*

#### a) Volumes échangés

Au cours de la période de référence, l'opération principale d'injection de liquidité a constitué l'essentiel des concours de l'Institut d'Émission au système bancaire. En effet, durant le mois d'août 2018, cinq (5) appels d'offres ont été organisés pour un encours moyen mensuel de 266,2 milliards contre 272,9 milliards un mois plus tôt.

La situation par pays des *opérations principales de d'injection de liquidité* se présente comme ci-après :

Au **Cameroun**, l'encours moyen mensuel des avances accordées aux établissements de crédit a enregistré une baisse, allant de 40,6 milliards en juillet 2018 à 35,7 milliards un mois d'août 2018, à la suite de la diminution des besoins de trésorerie d'un établissement de crédit de ce pays.

En **Centrafrique**, le volume moyen a observé une légère augmentation tout en demeurant faible, passant de 96 millions en juillet 2018 à 100 millions en août 2018. Ce concours répond au besoin de liquidité d'un seul établissement de crédit de la place.

Au **Congo**, le montant moyen s'est établi à 44,1 milliards en août 2018 contre 54,7 milliards en juillet 2018. Ce repli s'explique en partie par la contraction de la demande des liquidités des banques du Congo, consécutive à la baisse de leurs facultés d'avances.

Au **Gabon**, l'encours moyen mensuel a connu une hausse de 31,6% en un mois pour s'élever à 25,4 milliards en août 2018, avec essentiellement un établissement de crédit recourant régulièrement à cette opération.

En **Guinée Équatoriale**, le montant moyen est revenu à 117,8 milliards en août 2018 contre 130,8 milliards en juillet 2018, lié au besoin de liquidité d'un seul établissement de crédit. Cette baisse s'explique en partie au caractère concurrentiel de cette

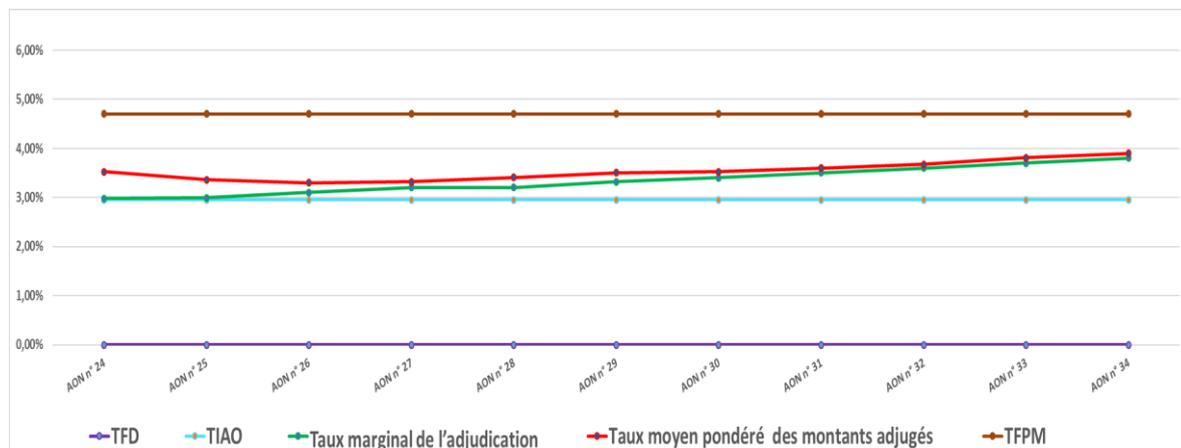
opération qui n'a pas permis à cet établissement de crédit de satisfaire l'ensemble de ses besoins.

Au **Tchad**, l'encours moyen a fortement progressé, partant de 27,3 milliards en juillet 2018 pour se hisser à 43,1 milliards en août 2018. Cette évolution est consécutive au recours accru de deux banques de ce pays à l'opération principale d'injection de liquidité en relation avec l'augmentation de leurs facultés d'avances suite au remboursement progressif des avances au taux de pénalité consolidées.

#### b) Taux des adjudications observés

A fin août 2018, il a été observé un renchérissement de la monnaie banque centrale. En effet, le taux marginal moyen mensuel des adjudications hebdomadaires est ressorti à 3,70% en août 2018 contre 3,28% en juillet 2018. En même temps, le taux moyen mensuel des montants adjugés s'est établi à 3,76% en août 2018 contre 3,40% en juillet 2018.

**Graphique 1 : Évolution des taux des adjudications sur l'opération principale d'injection de liquidité**



#### 2) Facilités permanentes

Concernant les *facilités permanentes*, le volume moyen d'avances au titre des opérations de prêt marginal a augmenté considérablement, passant de 28,1 milliards en juillet 2018 à 44,1 milliards en août 2018, en liaison avec la réduction du montant alloué au titre de l'opération principale d'injection de liquidité. Ces interventions ont été sollicitées par les établissements de crédit implantés au Cameroun (2,5 milliards), au Congo (4 milliards), en Guinée Équatoriale (21,1 milliards) et au Tchad (16,4 milliards).

#### 3) Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables

Le volume moyen des avances accordées par l'Institut d'Émission pour le refinancement des crédits d'investissements productifs, à travers le Guichet spécial de refinancement (ancien Guichet B), a fléchi à 54,9 milliards au 31 août 2018 contre 55,3 milliards en juillet 2018. Ces concours, bénéficiant en grande partie à la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) installée au Congo, ont régressé à la suite d'une tombée d'échéance et de la suspension provisoire des avances à cette institution par la BEAC.

La facilité de dépôt n'a pas été mobilisée pendant la période examinée.

#### 4) Autres interventions

Les autres instruments de politique monétaire, en particulier les opérations de réglage fin, les opérations de maturité longue et opérations structurelles, n'ont pas été actionnés au cours de la période sous revue.

À la suite de l'apurement progressif des créances consolidées en septembre 2017, le volume moyen des *avances au taux de pénalité*, constitués sur deux banques établies au Tchad, a été ramené à 100,3 milliards en août 2018 contre 131 milliards un mois plus tôt. Il est à noter qu'à fin août 2018, une des deux banques a soldé la totalité de cette dette.

En outre, en application de la Décision n° 03/CPM/2017 du 22 mai 2017 autorisant la BEAC à fournir de la *liquidité d'urgence* aux banques, un établissement de crédit installé au Tchad a bénéficié de cette facilité exceptionnelle, dont l'encours moyen mensuel est passé de 9,7 milliards à 10 milliards au 31 août 2018, montant qui reste dans la limite du volume initialement accordé en septembre 2017.

### III- Évolution du marché des titres publics

Le marché primaire des titres publics émis par adjudication est demeuré dynamique au cours du mois d'août 2018. En effet, en nombre, quinze émissions de BTA et une émission d'OTA ont été enregistrées au cours de la période sous revue, contre dix émissions de BTA et une émission d'OTA en juillet 2018 ; en valeur, le volume de ces émissions s'est hissé à 170,5 milliards en août 2018 contre 115,3 milliards un mois plus tôt.

Pour le mois d'août 2018, l'analyse par maturité révèle que les émetteurs ont une préférence pour les BTA de 13 semaines. En effet, la répartition des émissions des titres publics au cours de cette période se présente comme ci-dessous :

- huit (8) émissions de BTA de 13 semaines d'une valeur globale de 83 milliards de FCFA, dont quatre (4) émissions du Cameroun, d'un montant de 37 milliards, et quatre (4) émissions du Gabon pour un total de 46 milliards.
- six (6) émissions de BTA de 26 semaines ont été effectuées pour un volume global de 67,5 milliards de FCFA, dont deux (2) émissions pour le Congo de 11 milliards, une (1) émission du Gabon d'un montant global de 7,5 milliards et trois (3) émissions du Tchad de 49 milliards.
- une (1) émission de BTA de 52 semaines de 15 milliards de FCFA, réalisée par la Guinée Équatoriale.
- une (1) émission d'OTA de 3 ans de 5 milliards de FCFA, effectuée par le Gabon.

# **Statistiques du marché monétaire à fin août 2018**

## I- STATISTIQUES DU COMPARTIMENT INTERBANCAIRE

Tableau Ia : des opérations du marché interbancaire à fin août 2018

(Montants cumulés en FCFA)

	Opérations nationales		Opérations sous-régionales		Total
	Montant	en % du total	Montant	en % du total	Montant
<b>Cameroun</b>					
2010	25 679 600 000	23,6	83 059 570 000	76,4	108 739 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	15 000 000 000	88,2	2 000 000 000	11,8	17 000 000 000
2016	19 000 000 000	64,7	10 358 343 693	35,3	29 358 343 693
2017	96 956 151 000	47,1	109 076 503 400	52,9	206 032 654 400
2018	156 400 000 000	75,1	51 850 000 000	24,9	208 250 000 000
<b>Centrafrique</b>					
2016	1 800 000 000	100,0	0	0,0	1 800 000 000
2017	500 000 000	100,0	0	0,0	500 000 000
2018	500 000 000	14,3	3 000 000 000	85,7	3 500 000 000
<b>Congo</b>					
2017	4 000 000 000	12,3	28 500 000 000	87,7	32 500 000 000
<b>Gabon</b>					
2016	0	0,0	5 000 000 000	100,0	5 000 000 000
2017	0	0,0	24 568 506 000	100,0	24 568 506 000
2018	500 000 000	0,3	143 400 000 000	99,7	143 900 000 000
<b>Guinée Equatoriale</b>					
2016	5 000 000 000	100,0	0	0,0	5 000 000 000
2017	5 000 000 000	11,4	39 000 000 000	88,6	44 000 000 000
2018	0	0,0	93 500 000 000	100,0	93 500 000 000
<b>Tchad</b>					
2010	1 500 000 000	100,0	0	0,0	1 500 000 000
2013	3 000 000 000	100,0	0	0,0	3 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	10 000 000 000	83,3	2 000 000 000	16,7	12 000 000 000
2017	0	0,0	1 100 000 000	100,0	1 100 000 000
2018	900 000 000	34,2	1 734 404 300	65,8	2 634 404 300
<b>CEMAC</b>					
2010	27 179 600 000	24,7	83 059 570 000	75,3	110 239 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	5 000 000 000	100,0	0	0	5 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0	2 000 000 000
2015	25 000 000 000	86,2	4 000 000 000	13,8	29 000 000 000
2016	25 800 000 000	62,7	15 358 343 693	0	41 158 343 693
2017	106 456 151 000	34,5	202 245 009 400	65,5	308 701 160 400
2018	158 300 000 000	35,0	293 484 404 300	65,0	451 784 404 300

**Tableau Ib : Taux moyens du marché interbancaire par type de transaction et par maturité**

Années	Périodes	TIMP en % par maturité						
		7jours	8 à 13 jours	2 semaines	3 semaines	1 mois	2 mois	3 mois
2018	Semaine du 4 au 10 juin 2018	6,00		-	-	4,22	4,00	5,00
	Semaine du 11 au 17 juin 2018	3,25		6,00	-	5,00	-	5,00
	Semaine du 18 au 24 juin 2018	-		6,00	-	5,17	-	5,37
	Semaine du 25 juin au 1 juillet 2018	3,25		-	-	5,26	4,00	-
	Semaine du 2 au 8 juillet 2018	3,50		-	-	5,00	-	2,75
	Semaine du 9 au 15 juillet 2018	3,55		6,00	-	5,00	-	-
	Semaine du 16 au 22 juillet 2018	-	6,00	-	6,00	5,00	4,00	-
	Semaine du 23 au 29 juillet 2018	3,33	-	6,00	-	5,25	-	-
	Semaine du 30 juillet au 5 août 2018	-		3,86	-	5,00	-	-
	Semaine du 6 au 12 août 2018	3,45	-	-	-	5,81	-	-
	Semaine du 13 au 19 août 2018	4,39	-	6,00	-	6,00	4,00	-
	Semaine du 20 au 26 août 2018	4,34	-	6,00	-	5,00	-	6,00
	Semaine du 27 août au 2 septembre 2018	4,40	-	6,00	-	5,47	-	-

**Tableau Ic : Volume et répartition des transactions interbancaires nationales et régionales en août 2018**

Nature de l'opération	Nationale		Régionale		Total
	opération	%	opération	%	
Cameroun	74 200 000 000	73,03	27 400 000 000	26,97	101 600 000 000
Gabon		-	40 000 000 000	100,00	40 000 000 000
Guinée Equatoriale		-	29 500 000 000	100,00	29 500 000 000
<b>Total</b>	<b>74 200 000 000</b>	<b>43,37</b>	<b>96 900 000 000</b>	<b>56,63</b>	<b>171 100 000 000</b>

## II- STATISTIQUES DU COMPARTIMENT DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE

### Tableau IIa : Récapitulatif des interventions de la BEAC

Pays	Encours moyens en millions de FCFA							
	Mois	Opération principale d'injection de liquidité	Facilité de prêt marginal	Avance intrajournalière	Avances au taux pénalité	Apport de liquidité d'urgence	Guichet spécial	Total
Cameroun	juin-18	26 496	595	0	0	0	0	27 091
	juil-18	40 586	7 177					47 763
	août-18	35 693	2 594					38 287
Centrafrique	juin-18	43	0	0	0	0	433	476
	juil-18	96	0	0	0	0	415	511
	août-18	100	0	0	0	0	395	495
Congo <sup>(1)</sup>	juin-18	51 408	0	0	0	0	55 654	107 062
	juil-18	54 721	1 129	0	0	0	54 934	110 784
	août-18	44 096	3 997	0	0	0	54 519	102 612
Gabon	juin-18	19 698	0	0	0	0	0	19 698
	juil-18	19 323	0	0	0	0	0	19 323
	août-18	25 435	0	0	0	0	0	25 435
Guinée Equatoriale	juin-18	147 560	0	0	0	0	0	147 560
	juil-18	130 834	12 081	0	0	0	0	142 915
	août-18	117 859	21 083	0	677	0	0	139 619
Tchad	juin-18	38 030	0	554	136 092	7 206	0	181 882
	juil-18	27 344	7 763	0	131 051	9 703	0	175 861
	août-18	43 107	16 430	0	99 706	10 000	0	169 243
<b>CEMAC</b>	<b>juin-18</b>	<b>283 235</b>	<b>595</b>	<b>554</b>	<b>136 092</b>	<b>7 206</b>	<b>56 087</b>	<b>483 769</b>
	<b>juil-18</b>	<b>272 904</b>	<b>28 150</b>	<b>0</b>	<b>131 051</b>	<b>9 703</b>	<b>55 349</b>	<b>497 157</b>
	<b>août-18</b>	<b>266 290</b>	<b>44 104</b>	<b>0</b>	<b>100 383</b>	<b>10 000</b>	<b>54 914</b>	<b>475 691</b>

(1) BDEAC

### Tableau IIb : Récapitulatif des données des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC en août 2018

Années	Semaines	N° OPIL	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%)
2018	02/08/2018 au 09/08/2018	AON n° 31	270 000	316 250	270 000	17	36,17	32	117,13	2,95	4,00	3,50	3,58	3,60	3,33
	09/08/2018 au 16/08/2018	AON n° 32	265 000	339 835	265 000	17	36,17	32	128,24	2,95	4,00	3,60	3,63	3,67	3,45
	16/08/2018 au 23/08/2018	AON n° 33	265 000	348 587	265 000	17	36,17	31	131,54	2,95	4,00	3,70	3,78	3,81	3,42
	23/08/2018 au 30/08/2018	AON n° 34	265 000	347 606	265 000	16	34,04	28	131,17	2,95	4,20	3,80	3,88	3,90	4,39
	30/08/2018 au 06/09/2018	AON n° 35	265 000	322 186	265 000	16	34,04	26	121,58	2,95	4,11	3,90	3,94	3,96	4,34

TIMP : Taux interbancaire Moyen Pondéré

**Tableau IIc : Données moyennes mensuelles des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC**

Mois	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%)
juin	281 667	327 316	281 667	19	40,84	38	116	2,95	4,55	3,02	3,33	3,39	4,17
juillet	272 500	324 306	272 500	17	35,64	31	119	3,08	4,00	3,28	3,40	3,44	3,53
août	266 000	334 893	266 000	17	35,32	30	126	2,95	4,06	3,70	3,76	3,79	3,79

**Tableau IIId : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Cameroun, RCA, Congo)**

*(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)*

Libellés	Cameroun			Centrafrique			Congo		
	août-17	août-18	Variation en %	août-17	août-18	Variation en %	août-17	août-18	Variation en %
<b>1. Montants des accords de classement valides</b>									
. Accords à court terme	49 201	39 307	-20,11	16 062	25 079	56,14	83 340	83 840	0,60
. Accords à moyen terme irrévocable	0	0	-	700	9 850	1307,14	83 340	83 340	0,00
<b>2. Facultés d'avances des établissements de crédit éligibles</b>									
a/ Instruments de refinancement ordinaire	320 827	288 353	-10,12	4 606	3 303	-28,29	211 927	137 607	-35,07
b/ Guichet spécial de refinancement <sup>(1)</sup>	0	0	-	625	374	-40,16	72 378	54 519	-24,67
<b>3. Encours des tirages du système bancaire</b>									
a/ Instruments de refinancement ordinaire	152 770	28 235	-81,52	731	487	-33,38	102 378	99 990	-2,33
b/ Guichet spécial de refinancement <sup>(1)</sup>	0	0	-	625	374	-40,16	72 378	54 519	-24,67
<b>4. Ratios de refinancement (pourcentage du volume des refinancements)</b>									
a/ Par rapport aux accords de mobilisation (4/1)	310%	72%	-238,67	5%	2%	-2,61	123%	119%	-3,58
b/ Par rapport aux facultés d'avances (4/2)	48%	10%	-37,83	16%	15%	-1,13	48%	73%	24,36

(1) Les chiffres du Congo concernent la BDEAC.

(2) Pour le Congo, y compris 150 milliards pour la BDEAC.

**Tableau IIe : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire  
(Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)**

*(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)*

Libellés	Gabon			Guinée Equatoriale			Tchad			CEMAC		
	août-17	août-18	Variation en %	août-17	août-18	Variation en %	août-17	août-18	Variation en %	août-17	août-18	Variation en %
<b>1. Montants des accords de classement validés</b>	<b>9 000</b>	<b>2 750</b>	<b>-227,27</b>	<b>200 000</b>	<b>175 000</b>	<b>-14,29</b>	<b>53 224</b>	<b>30 472</b>	<b>-42,75</b>	<b>410 827</b>	<b>356 448</b>	<b>-13,24</b>
. Accords à court terme	9 000	2 750	-227,27	200 000	175 000	-14,29	53 224	30 472	-42,75	326 787	263 258	-19,44
. Accords à moyen terme irrévocable	0	0	0	0	0	-	0	0	-	84 040	93 190	10,89
<b>2. Facultés d'avances des établissements de crédit éligibles</b>	<b>119 481</b>	<b>81 858</b>	<b>-45,96</b>	<b>179 950</b>	<b>157 788</b>	<b>-14,05</b>	<b>275 253</b>	<b>196 167</b>	<b>-40,32</b>	<b>606 279</b>	<b>865 076</b>	<b>42,69</b>
a/ Instruments de refinancement ordinaire	119 481	81 858	-45,96	179 950	157 788	-14,05	275 253	196 167	-40,32	575 292	810 183	40,83
b/ Guichet spécial de refinancement <sup>(1)</sup>	0	0	-	0	0	-	0	0	-	30 987	54 893	77,15
<b>4. Encours des tirages du système bancaire</b>	<b>79 569</b>	<b>27 500</b>	<b>-189,34</b>	<b>134 500</b>	<b>138 000</b>	<b>2,54</b>	<b>181 352</b>	<b>173 983</b>	<b>-4,24</b>	<b>272 865</b>	<b>468 195</b>	<b>71,58</b>
a/ Instruments de refinancement ordinaire	79 569	27 500	-189,34	134 500	138 000	2,54	181 352	173 983	-4,24	241 878	413 302	70,87
b/ Guichet spécial de refinancement <sup>(1)</sup>	0	0	-	0	0	-	0	0	0	30 987	54 893	77,15
<b>5. Ratios de refinancement (pourcentage du volume des refinancements)</b>												
a/ Par rapport aux accords de mobilisation (4/1)	884,1%	1000,0%	115,90	67,3%	78,9%	11,61	340,7%	571,0%	230,23	66,4%	131,4%	64,93
b/ Par rapport aux facultés d'avances (4/2)	66,6%	33,6%	-33,00	74,7%	87,5%	12,72	65,9%	88,7%	22,81	45,0%	54,1%	9,12

(1) y compris la BDEAC dans l'ensemble CEMAC.

**Tableau IIIf : Situation analytique des réserves obligatoires**

*(Situation de fin de période - Montants en millions de FCFA)*

Etats	Dépôts à vue (DAV)					Dépôts à terme (DAT)					Niveau des réserves à constituer (5) + (10)	Réserves déjà constituées (12)
	Situation au 10/07/2018 (1)	Situation au 20/07/2018 (2)	Situation au 30/07/2018 (3)	Moyenne des dépôts à vue (1+2+3)/3 (4)	Réserves à constituer sur les DAV (5)	Situation au 10/07/2018 (6)	Situation au 20/07/2018 (7)	Situation au 30/07/2018 (8)	Moyenne des dépôts à terme (6+7+8)/3 (9)	Réserves à constituer sur les DAT (10)		
Cameroun	2 430 744	2 299 534	2 317 536	2 349 271	163 178	1 803 160	1 727 233	1 731 954	1 754 116	77 824	241 002	241 002
Centrafrique	111 941	112 050	113 643	112 545	7 878	55 271	55 761	56 642	55 891	2 515	10 393	10 393
Congo	903 335	903 429	915 835	907 533	63 527	281 804	277 304	280 183	279 764	12 589	76 116	76 484
Gabon	1 277 248	1 302 920	1 295 676	1 291 948	90 436	835 439	829 659	763 303	809 467	36 426	126 862	121 134
Guinée Equatoriale	823 294	837 587	909 756	856 879	59 982	318 743	341 964	325 280	328 662	14 790	74 772	73 404
Tchad <sup>(1)</sup>	522 064	513 922	524 871	520 286	29 352	117 889	115 157	117 331	116 792	4 976	34 328	34 527
<b>CEMAC</b>	<b>6 068 626</b>	<b>5 969 442</b>	<b>6 077 317</b>	<b>6 038 462</b>	<b>414 354</b>	<b>3 412 306</b>	<b>3 347 078</b>	<b>3 274 693</b>	<b>3 344 692</b>	<b>149 120</b>	<b>563 474</b>	<b>556 944</b>

(1) Par décision n°03/CPM/2017 du CPM du 22 mars 2017, quatre banques du Tchad sont temporairement exemptées de la constitution des réserves obligatoires.

**Tableau IIg : Situation mensuelle consolidée des réserves obligatoires de la CEMAC (1)***(Situation de fin de période - Montants en millions de FCFA)*

Année 2018	Dépôts à vue (DAV)					Dépôts à terme (DAT)					Réserves à constituer (5) + (10) (11)	Réserves déjà constituées (12)
	Situation au 10 (1)	Situation au 20 (2)	Situation au 28/30/31 (3)	Moyenne des dépôts à vue (1+2+3)/3 (4)	Réserves à constituer sur les DAV (5)	Situation au 10 (6)	Situation au 20 (7)	Situation au 28/30/31 (8)	Moyenne des dépôts à terme (6+7+8)/3 (9)	Réserves à constituer sur les DAT (10)		
Janvier	6 183 158	5 969 963	7 443 690	6 532 270	359 112	3 304 293	3 319 826	3 408 054	3 362 936	131 035	490 147	476 280
Février	5 892 267	5 954 350	5 808 214	5 884 944	316 075	3 287 377	3 375 395	3 265 753	3 320 760	133 483	449 558	490 147
Mars	6 032 265	5 801 875	5 711 195	5 848 445	387 493	3 263 325	3 287 276	3 195 169	3 248 590	141 306	528 799	449 558
Avril	5 652 584	5 578 401	5 514 341	5 581 775	390 724	3 248 750	3 260 203	3 287 372	3 265 442	146 945	537 669	528 799
Mai	5 904 395	5 992 967	5 981 077	5 959 480	393 279	3 488 483	3 479 855	3 482 335	3 483 558	150 818	544 097	537 669
Juin	6 022 727	5 910 505	5 898 062	5 943 765	408 053	3 399 978	3 302 144	3 318 600	3 340 241	148 891	556 944	544 097
Juillet	6 068 626	5 969 442	6 077 317	6 038 462	414 354	3 412 306	3 347 078	3 274 693	3 344 692	149 120	563 474	556 944

(1) Changement du mode de constitution des réserves obligatoires intervenu en décembre 2017

**Tableau IIIh : Situation des réserves obligatoires au 31 août 2018 (1)***(En millions FCFA-Chiffres de fin de période)*

Rubriques	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC
Niveau des réserves obligatoires (RO) à constituer	241 002	10 393	76 116	126 862	74 772	34 328	563 474
Solde des comptes-courants à la BEAC	796 574	27 893	252 730	397 822	279 211	55 553	1 809 784
Part des RO dans le solde des comptes courants à la BEAC	30,25%	37,26%	30,12%	31,89%	26,78%	61,79%	31,13%

(1) Absence de placement sur le marché monétaire, autre composante des réserves des banques, depuis mai 2012.

**Tableau Ii : Agrégats de monnaie et objectifs de refinancement  
(Cameroun, Centrafrique et Congo)**

*(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)*

Pays	2016				2017				2018		
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Août
<b>I - Cameroun</b>											
1 - Crédits à l'économie	2 761 832	2 826 233	2 936 598	2 945 782	3 061 195	3 035 329	3 005 057	3 048 479	3 116 394	3 225 399	3 268 532
2 - Montant des accords de classement	86 577	52 893	57 458	36 806	49 658	61 303	48 657	31 115	33 271	39 268	39 307
3 - Refinancement BEAC	80 412	83 437	135 857	192 854	194 517	199 989	102 664	72 569	65 013	29 615	28 235
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	2,91%	2,95%	4,63%	6,55%	6,35%	6,59%	3,42%	2,38%	2,09%	0,92%	0,86%
<b>II - Centrafrique</b>											
1 - Crédits à l'économie	128 569	118 449	135 928	138 205	128 624	126 134	127 387	133 692	140 595	136 885	140 949
2 - Montant des accords de classement	2 471	32 771	32 609	32 609	15 884	16 062	16 062	16 062	878	15 880	25 080
3 - Refinancement BEAC	0	3 500	0	0	700	644	731	655	544	557	508
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	0,00%	2,95%	0,00%	0,00%	100,00%	0,51%	0,57%	0,49%	0,39%	0,41%	0,36%
<b>III - Congo</b>											
2 - Crédits à l'économie	1 213 936	1 293 327	1 292 921	1 283 912	1 240 421	1 266 175	1 257 399	1 211 522	1 172 441	1 118 886	1 119 151
3 - Montant des accords de classement <sup>(1)</sup>	43 990	40 990	60 790	60 790	87 790	83 340	83 940	83 340	83 840	83 840	83 840
4 - Refinancement BEAC <sup>(2)</sup>	34 824	30 987	50 787	89 515	102 920	97 604	96 425	91 651	90 472	101 848	99 990
5 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	2,87%	2,40%	3,93%	6,97%	8,30%	7,71%	7,67%	7,56%	7,72%	9,10%	8,93%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

**Tableau Iij : Agrégats de monnaie et objectifs de refinancement  
(Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)**

*(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)*

Pays	2016				2017					2018		
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Avril	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Août
<b>IV - Gabon</b>												
1 - Crédits à l'économie	1 266 284	1 236 401	1 188 950	1 205 474	1 154 596	1 120 930	1 134 460	1 089 659	1 120 551	1 026 912	1 089 433	1 108 291
2 - Montant des accords de classement	0	0	9 000	9 000	18 000	18 000	18 000	9 000	11 750	2 750	2 750	2 750
3 - Refinancement BEAC	0	21 900	30 800	80 000	78 676	77 675	79 927	52 591	48 000	39 500	19 000	27 500
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	0,00%	1,77%	2,59%	6,64%	6,81%	6,93%	7,05%	4,83%	4,28%	3,85%	1,74%	2,48%
<b>V - Guinée Équatoriale</b>												
1 - Crédits à l'économie	1 142 080	1 100 828	1 177 563	1 205 474	1 138 937	1 139 843	1 166 903	1 147 149	1 166 404	1 163 042	1 166 372	1 163 011
2 - Montant des accords de classement	150 000	150 000	150 000	150 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	175 000	175 000
3 - Refinancement BEAC	120 000	0	45 000	137 500	107 500	123 500	129 500	80 000	90 000	127 650	147 432	138 000
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	10,51%	0,00%	3,82%	11,41%	9,44%	10,83%	11,10%	6,97%	7,72%	10,98%	12,64%	11,87%
<b>VI - Tchad</b>												
1 - Crédits à l'économie	652 861	662 061	669 344	633 624	631 579	638 851	626 600	622 334	619 303	620 809	619 046	616 114
2 - Montant des accords de classement	166 200	139 000	146 200	146 200	67 374	67 374	40 424	53 224	8 650	47 381	27 200	30 472
3 - Refinancement BEAC	132 900	204 450	205 165	195 579	177 511	191 485	193 810	184 194	188 020	199 913	181 556	168 482
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	20,36%	30,88%	30,65%	30,87%	28,11%	29,97%	30,93%	29,60%	30,36%	32,20%	29,33%	27,35%
<b>VII - CEMAC</b>												
1 - Crédits à l'économie	7 539 292	7 159 600	7 910 257	7 868 391	7 915 448	7 827 465	7 889 727	7 764 432	7 764 432	7 727 637	7 805 567	7 777 194
2 - Montant des accords de classement <sup>(1)</sup>	449 238	445 197	305 200	305 200	438 706	452 278	419 129	410 883	350 917	368 120	343 938	356 449
3 - Refinancement BEAC <sup>(2)</sup>	368 136	344 274	467 609	695 448	661 824	681 992	701 474	516 605	490 895	523 092	480 008	462 715
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	4,88%	4,49%	5,91%	8,84%	8,36%	8,71%	8,89%	6,65%	6,32%	6,77%	6,15%	5,95%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

## Tableau IIIk : Opérations du crédit et du marché monétaire

Août 2018

Rubriques	Pays						CEMAC <sup>(1)</sup>
	Cameroun	Centrafrique	Congo <sup>(1)</sup>	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	
Accords de mobilisation	39 307	25 079	83 840	2 750	175 000	30 472	356 448
Refinancements accordés	28 235	488	99 990	27 500	138 000	168 483	462 696
1. Instruments de refinancement	28 235	113	45 471	27 500	138 000	168 483	407 802
2. Guichet spécial de refinancement	0	375	54 519	0	0	0	54 894
Niveaux des réserves obligatoires à constituer	241 002	10 393	76 116	126 862	74 772	34 328	563 474
Autres interventions (ponctions de liquidité) <sup>(2)</sup>	0	0	55	0	0	0	55
Intérêts mensuels acquis sur les opérations du marché monétaire	161	2	306	91	500	3 386	4 445
Encours des engagements des Etats à consolider au 31 décembre 2017 <sup>(3)</sup>	576 898	80 484	572 000	452 500	608 703	479 430	2 770 015
Encours des avances exceptionnelles (GABAC) <sup>(4)</sup>	432	642	432	432	432	432	2 802
Arriérés en capital et en intérêts sur avances exceptionnelles (GABAC)	20	31	20	20	20	20	131

(1) Le refinancement sur le guichet B au Congo concerne uniquement la BDEAC, institution communautaire.

(2) Fonds de bonification de la BDEAC.

(3) Chiffres consolidés suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites et l'ensemble des

(4) Avances octroyées au GABAC pour le financement de son budget, mais remboursées par les Etats.

## III- MARCHE DES TITRES PUBLICS

## Tableau IIIa : Liste des titres publics du Cameroun au 31 août 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité	Montant levé par le Trésor
				BTA (En semaines)	
CM1100000643	BTA-13 07-SEPT-2018	06/06/2018	07/09/2018	13 semaines	10 000
CM1100000650	BTA-13 12-OCTO-2018	11/07/2018	12/10/2018	13 semaines	7 000
CM1100000668	BTA-13 19-OCTO-2018	18/07/2018	19/10/2018	13 semaines	7 000
CM1100000676	BTA-13 02-NOVE-2018	01/08/2018	02/11/2018	13 semaines	7 000
CM1100000684	BTA-13 16-NOVE-2018	15/08/2018	16/11/2018	13 semaines	10 000
CM1100000700	BTA-13 22-NOVE-2018	22/08/2018	23/11/2018	13 semaines	10 000
CM1100000692	BTA-13 09-NOVE-2018	08/08/2018	09/11/2018	13 semaines	10 000
CM1200000584	BTA-26 31-AOUT-2018	28/02/2018	31/08/2018	26 semaines	10 000
CM1200000592	BTA-26 07-SEPT-2018	07/03/2018	07/09/2018	26 semaines	10 000
CM1200000601	BTA-26 14-SEPT-2018	14/03/2018	14/09/2018	26 semaines	10 000
CM1200000618	BTA-26 10-OCTO-2018	11/04/2018	10/10/2018	26 semaines	5 000
CM1200000626	BTA-26 02-NOVE-2018	02/05/2018	02/11/2018	26 semaines	7 000
CM1200000634	BTA-26 21-DECE-2018	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines	7 000
CM1200000642	BTA-26 28-DECE-2018	27/06/2018	28/12/2018	26 semaines	7 000
CM1200000659	BTA-26 25-JANV-2019	25/07/2018	25/01/2019	26 semaines	7 000
CM1300000385	BTA-52 14-SEPT-2018	13/09/2017	14/09/2018	52 semaines	3 500
CM1300000393	BTA-52 12-OCTO-2018	11/10/2017	12/10/2018	52 semaines	4 500
CM1300000401	BTA-52 19-AVRI-2019	18/04/2018	19/04/2019	52 semaines	5 000
<b>Total</b>					<b>137 000</b>

Source : BEAC/CRCT

**Tableau IIIb : Liste des titres publics de la République centrafricaine au 31 août 2018***(en millions de FCFA)*

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA (En semaines)		
CF1200000286	BTA-26	26-OCTO-2018	25/04/2018	26/10/2018	26 semaines	5 500
CF1200000294	BTA-26	21-DECE -2018	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines	4 000
<b>Total</b>						<b>9 500</b>

Source : BEAC/CRCT

**Tableau IIIc : Liste des titres publics du Congo au 31 août 2018***(en millions de FCFA)*

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA (En semaines)		
CG1200000038	BTA-26	05-OCTO-2018	05/04/2018	05/10/2018	26 semaines	5 000
CG1200000046	BTA-26	16-NOVE-2018	16/05/2018	16/11/2018	26 semaines	2 600
CG1200000053	BTA-26	07-DECE-2018	08/06/2018	07/12/2018	26 semaines	4 000
CG1200000061	BTA-26	21-DECE-2018	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines	2 000
CG1200000079	BTA-26	18-JANV-2019	20/07/2018	18/01/2019	26 semaines	3 000
CG1200000087	BTA-26	08-FEVR-2019	08/08/2018	08/02/2019	26 semaines	6 000
CG1200000095	BTA-26	01-MARS-2019	29/08/2018	01/03/2019	26 semaines	5 000
<b>Total</b>						<b>27 600</b>

Source : BEAC/CRCT

**Tableau III d : Liste des titres publics du Gabon au 31 août 2018***(en millions de FCFA)*

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA (En semaines)	OTA (En années)	
GA1100000585	BTA-13	31-AOÛT-2018	30/05/2018	31/08/2018	13 semaines	15 000
GA1100000593	BTA-13	07-SEPT-2018	06/06/2018	07/09/2018	13 semaines	15 000
GA1100000601	BTA-13	28-SEPT-2018	27/06/2018	28/09/2018	13 semaines	12 000
GA1100000619	BTA-13	12-OCTO-2018	11/07/2018	12/10/2018	13 semaines	14 000
GA1100000627	BTA-13	26-OCTO-2018	25/07/2018	26/10/2018	13 semaines	15 000
GA1100000635	BTA-13	02-NOVE-2018	01/08/2018	02/11/2018	13 semaines	10 000
GA1100000643	BTA-13	09-NOVE-2018	08/08/2018	09/11/2018	13 semaines	10 000
GA1100000650	BTA-13	23-NOVE-2018	22/08/2018	23/11/2018	13 semaines	12 000
GA1100000668	BTA-13	30-NOVE-2018	29/08/2018	30/11/2018	13 semaines	14 000
GA1200000659	BTA-26	14-SEPT-2018	14/03/2018	14/09/2018	26 semaines	12 500
GA1200000667	BTA-26	05-OCTO-2018	04/04/2018	05/10/2018	26 semaines	12 000
GA1200000675	BTA-26	19-OCTO-2018	18/04/2018	19/10/2018	26 semaines	12 000
GA1200000683	BTA-26	16-NOVE-2018	16/05/2018	16/11/2018	26 semaines	15 000
GA1200000691	BTA-26	14-DECE-2018	13/06/2018	14/12/2018	26 semaines	12 000
GA1200000709	BTA-26	21-DECE-2018	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines	12 000
GA1200000717	BTA-26	04-JANV-2019	04/07/2018	04/01/2019	26 semaines	8 000
GA1200000733	BTA-26	15-FEVR-2019	15/08/2018	15/02/2019	26 semaines	7 500
GA1200000725	BTA-26	18-JANV-2019	18/07/2018	18/01/2019	26 semaines	16 000
GA1300000302	BTA-52	22-MARS-2019	21/03/2018	22/03/2019	52 semaines	15 000
<b>Sous-total (BTA)</b>						<b>239 000</b>
GA2A00000032	OTA 2 ANS 4,75%	26-NOVE-2018	23/11/2016	26/11/2018	2 ANS	5 000
GA2A00000032	OTA 2 ANS 4,75%	26-NOVE-2018#1	16/12/2016	26/11/2018	2 ANS	10 000
GA2A00000041	OTA 2 ANS 4,5%	23-SEPT-2019	20/09/2017	23/09/2019	2 ANS	8 000
GA2A00000051	OTA 2 ANS 4,50%	23-MARS-2020	21/03/2018	23/03/2020	2 ANS	4 100
GA2A00000051	OTA 2 ANS 4,5%	23-MARS-2020#	04/04/2018	23/03/2020	2 ANS	7 500
GA2A00000069	OTA 2 ANS 5%	25-MAI-2020	23/05/2018	25/05/2020	2 ANS	27 449
GA2JA00000069	OTA 3 ANS 5,75%	05-JUIL-2021	04/07/2018	05/07/2021	3 ANS	8 800
GA2JA00000069	OTA 3 ANS 5,75%	05-JUIL-2021#1	01/08/2018	05/07/2021	3 ANS	5 000
GA2BA00000026	OTA 5 ANS 7%	06-AOÛT-2023	01/08/2018	03/08/2023	5 ANS	10 000
<b>Sous-total (OTA)</b>						<b>85 849</b>
<b>Total</b>						<b>324 849</b>

Source : BEAC/CRCT

**Tableau IIIe : Liste des titres publics de la Guinée Équatoriale au 31 août 2018***(en millions de FCFA)*

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA (En semaines)		
GQ1300000437 BTA-52 21-SEPT-2018	BTA	20/09/2017	21/09/2018	52 semaines		15 000
GQ1300000445 BTA-52 26-OCTO-2018	BTA	25/10/2017	26/10/2018	52 semaines		5 500
GQ1300000452 BTA-52 09-NOVE-2018	BTA	08/11/2017	09/11/2018	52 semaines		1 500
GQ1300000461 BTA-52 23-NOVE-2018	BTA	22/11/2017	23/11/2018	52 semaines		10 000
GQ1300000478 BTA-52 07-DECE-2018	BTA	06/12/2017	07/12/2018	52 semaines		1 500
GQ1300000486 BTA-52 04-JANV-2019	BTA	03/01/2018	04/01/2019	52 semaines		1 500
GQ1300000494 BTA-52 18-JANV-2019	BTA	17/01/2018	18/01/2019	52 semaines		15 000
GQ1300000502 BTA-52 15-FEV-2019	BTA	14/02/2018	15/02/2019	52 semaines		11 000
GQ1300000511 BTA-52 22-MARS-2019	BTA	21/03/2018	22/03/2019	52 semaines		7 500
GQ1300000528 BTA-52 10-AVRI-2019	BTA	11/04/2018	10/04/2019	52 semaines		15 000
GQ1300000536 BTA-52 17-MAI-2019	BTA	16/05/2018	17/05/2018	52 semaines		5 000
GQ1300000544 BTA-52 14-JUIN-2019	BTA	13/06/2018	14/06/2019	52 semaines		3 000
GQ1300000551 BTA-52 12-JUIL-2019	BTA	11/07/2018	12/07/2019	52 semaines		11 000
<b>Total</b>						<b>102 500</b>

Source : BEAC/CRCT

**Tableau IIIf : Liste des titres publics du Tchad au 31 août 2018***(en millions de FCFA)*

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA (En semaines)	OTA (En années)	
TD1200000164 BTA-26 17-SEPT-2018	BTA	19/03/2018	17/09/2018	26 semaines		31 500
TD1200000172 BTA-26 16-NOVE-2018	BTA	16/05/2018	16/11/2018	26 semaines		22 500
TD1200000180 BTA-26 23-NOVE-2018	BTA	23/05/2018	23/11/2018	26 semaines		9 100
TD1200000198 BTA-26 14-DECE-2018	BTA	13/06/2018	14/12/2018	26 semaines		13 000
TD1200000206 BTA-26 18-JANV-2019	BTA	18/07/2018	18/01/2019	26 semaines		18 450
TD1200000214 BTA-26 01-FEV-2019	BTA	01/08/2018	01/02/2019	26 semaines		11 700
TD1200000222 BTA-26 22-FEV-2019	BTA	22/08/2018	22/02/2019	26 semaines		13 500
TD1200000230 BTA-26 01-MARS-2019	BTA	29/08/2018	01/03/2019	26 semaines		23 850
TD1300000254 BTA-52 31-AOÛT-2018	BTA	30/08/2017	31/08/2018	52 semaines		26 500
TD1300000262 BTA-52 07-SEPT-2018	BTA	06/09/2017	07/09/2018	52 semaines		15 000
TD1300000271 BTA-52 19-OCTO-2018	BTA	18/10/2017	19/10/2018	52 semaines		7 500
TD1300000288 BTA-52 23-NOVE-2018	BTA	22/11/2017	23/11/2018	52 semaines		8 000
TD1300000296 BTA-52 21-DECE-2018	BTA	20/12/2017	21/12/2018	52 semaines		13 500
TD1300000304 BTA-52 11-JANV-2019	BTA	10/01/2018	11/01/2019	52 semaines		22 500
TD1300000312 BTA-52 25-JANV-2019	BTA	24/01/2018	25/01/2019	52 semaines		6 000
TD1300000321 BTA-52 08-FEV-2019	BTA	07/02/2018	08/02/2019	52 semaines		12 000
TD1300000338 BTA-52 15-MARS-2019	BTA	14/03/2018	15/03/2018	52 semaines		15 000
TD1300000353 BTA-52 24-JUIN-2019	BTA	21/06/2018	24/06/2019	52 semaines		36 111
<b>Sous-total (BTA)</b>						<b>305 711</b>
TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 23-SEPT-2020	OTA	23/9/2015	23/09/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO-2020	OTA	30/9/2015	02/10/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO-2020	OTA	28/10/2015	30/10/2020		5 ANS	15 000
TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS-2020	OTA	25/3/2016	25/3/2020		4 ANS	30 000
TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOÛT-2020	OTA	19/8/2015	21/08/2020		5 ANS	48 760
TD2J00000017 OTA 3 ANS 4,1% 02-JANV-2019	OTA	01/1/2016	02/1/2019		3 ANS	30 000
TD2A00000383 OTA 2 ANS 5% 01-OCTO-2018	OTA	28/09/2016	01/10/2018		2 ANS	5 000
TD2A00000392 OTA 2 ANS 5% 22-OCTO-2018	OTA	19/10/2016	22/10/2018		2 ANS	9 000
TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT-2019	OTA	07/09/2016	09/09/2019		3 ANS	5 000
TD2A00000409 OTA 2 ANS 4,5% 31-DECE-2018	OTA	28/12/2016	31/12/2018		2 ANS	15 000
TD2A00000418 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN-2019	OTA	07/06/2017	10/06/2019		2 ANS	26 800
<b>Sous-total (OTA)</b>						<b>204 560</b>
<b>Total</b>						<b>510 271</b>

Source : BEAC/CRCT

**Tableau IIIg : Encours des titres publics émis par adjudication au 31 août 2018***(en millions de FCFA)*

Pays	BTA		OTA		Total	
	volume	%	volume	%	volume	%
Cameroun	137 000	12,32	0	0,00	137 000	12,32
RCA	9 500	0,85	0	0,00	9500	0,85
Congo	27 600	2,48	0	0,00	27600	2,48
Gabon	239 000	21,50	85 849	7,72	324849	29,22
Guinée Equatoriale	102 500	9,22	0	0,00	102500	9,22
Tchad	305 711	27,50	204 560	18,40	510271	45,90
<b>CEMAC</b>	<b>821 311</b>	<b>73,88</b>	<b>290 409</b>	<b>26,12</b>	<b>1 111 720</b>	<b>100,00</b>

Source : BEAC/CRCT

**Tableau IIIh : BTA émis par adjudication en août 2018**

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Date de règlement	Montant (millions de FCFA)	Taux Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de SVT			Montant levé	Prix
								Souscription	Locaux	Déplacés		
Congo	26 semaines	CG120000087	mercredi 8 août 2018	vendredi 10 août 2018	6 000	6,10	vendredi 8 février 2019	110,00	100	5 900	6 000	96,92
Congo	26 semaines	CG120000095	mercredi 29 août 2018	vendredi 31 août 2018	5 000	6,00	vendredi 1 mars 2019	102,00	0	5 000	5 000	96,97
Cameroun	13 semaines	CM1100000676	mercredi 1 août 2018	vendredi 3 août 2018	7 000	2,67	vendredi 2 novembre 2018	114,44	6 218	782	7 000	99,33
Cameroun	13 semaines	CM1100000684	mercredi 8 août 2018	vendredi 10 août 2018	10 000	2,72	vendredi 9 novembre 2018	219,29	10 000	0	10 000	99,31
Cameroun	13 semaines	CM1100000692	mercredi 15 août 2018	vendredi 17 août 2018	10 000	2,69	vendredi 16 novembre 2018	232,29	9 789	211	10 000	99,32
Cameroun	13 semaines	CM1100000700	mercredi 22 août 2018	vendredi 24 août 2018	10 000	2,56	vendredi 23 novembre 2018	170,00	7 083	2 917	10 000	99,35
Gabon	13 semaines	GA1100000635	mercredi 1 août 2018	vendredi 3 août 2018	10 000	3,26	vendredi 2 novembre 2018	240,00	4 130	5 870	10 000	99,18
Gabon	13 semaines	GA1100000643	mercredi 8 août 2018	vendredi 10 août 2018	10 000	3,30	vendredi 9 novembre 2018	225,00	1 000	9 000	10 000	99,17
Gabon	13 semaines	GA1100000650	mercredi 22 août 2018	vendredi 24 août 2018	12 000	3,34	vendredi 23 novembre 2018	134,74	11 000	1 000	12 000	99,16
Gabon	13 semaines	GA1100000668	mercredi 29 août 2018	vendredi 31 août 2018	14 000	3,20	vendredi 30 novembre 2018	164,29	1 000	13 000	14 000	99,19
Gabon	26 semaines	GA1200000733	mercredi 15 août 2018	vendredi 17 août 2018	7 500	3,28	vendredi 15 février 2019	266,67	0	7 500	7 500	98,34
Guinée Equatoriale	52 semaines	GQ1300000569	mercredi 8 août 2018	vendredi 10 août 2018	15 000	9,50	vendredi 9 août 2019	66,67	10 000	5 000	15 000	90,39
Tchad	26 semaines	TD1200000214	mercredi 1 août 2018	vendredi 3 août 2018	11 700	6,50	vendredi 1 février 2019	100,00	11 700	0	11 700	96,71
Tchad	26 semaines	TD1200000222	mercredi 22 août 2018	vendredi 24 août 2018	13 500	6,08	vendredi 22 février 2019	104,44	13 500	0	13 500	96,93
Tchad	26 semaines	TD1200000230	mercredi 29 août 2018	vendredi 31 août 2018	23 850	6,30	vendredi 1 mars 2019	119,08	0	23 850	23 850	96,82

**Tableau IIIi : Encours des OTA émis par adjudication à fin août 2018**

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Montant (millions de FCFA)	Prix Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de SVT			Montant levé	Taux facial	Rendement
							Souscription	Locaux	Déplacés			
Gabon	2 ANS	GA2A00000032 OTA 2 ANS 4,75% 26-NOVE -2018	mercredi 23 novembre 2016	5 000	99,51	lundi 26 novembre 2018	250,00	5 000	0	5 000	4,75	4,7741
Gabon	2 ANS	GA2A00000032 OTA 2 ANS 4,75% 26-NOVE -2018#1	mercredi 14 décembre 2016	10 000	98,62	lundi 26 novembre 2018	100,00	5 000	5 000	10 000	4,75	4,8185
Gabon	2 ANS	GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	mercredi 20 septembre 2017	8 000	99,38	lundi 23 septembre 2019	20,00	0	8 000	8 000	4,5	4,5290
Tchad	5 ANS	TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOUT -2020	mercredi 19 août 2015	48 760	94,23	vendredi 21 août 2020	97,52			0	4,15	4,4042
Tchad	5 ANS	TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 25-SEPT -2020	mercredi 23 septembre 2015	10 000	100,00	vendredi 25 septembre 2020	40,00		10 000	10 000	4,10	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO -2020	mercredi 30 septembre 2015	10 000	100,00	vendredi 2 octobre 2020	40,00		10 000	10 000	4,10	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO -2020	mercredi 28 octobre 2015	15 000	100,00	vendredi 30 octobre 2020	100,00		15 000	15 000	4,10	4,1000
Tchad	3 ANS	TD2J00000017 OTA 3 ANS 4,1% 02-JANV -2019	mercredi 30 décembre 2015	30 000	100,00	mercredi 2 janvier 2019	100,00	30 000	0	30 000	4,10	4,1000
Tchad	4 ANS	TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS -2020	mercredi 23 mars 2016	30 000	98,00	mercredi 25 mars 2020	102,00	15 300	14 700	30 000	4,00	4,0818
Tchad	2 ANS	TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT -2019	mercredi 7 septembre 2016	5 000	99,00	lundi 9 septembre 2019	100,00	5 000	0	5 000	4,00	4,0407
Tchad	2 ANS	TD2A00000392 OTA 2 ANS 5% 22-OCTO -2018	mercredi 19 octobre 2016	9 000	100,00	lundi 22 octobre 2018	100,00	9 000	0	9 000	5,00	5,0000
Tchad	2 ANS	TD2A00000383 OTA 2 ANS 5% 01-OCTO -2018	mercredi 28 septembre 2016	5 000	100,00	lundi 1 octobre 2018	100,00		5 000	5 000	5,00	5,0000
Tchad	2 ANS	TD2A00000409 OTA 2 ANS 4,5% 31-DECE -2018	mercredi 28 décembre 2016	15 000	99,00	lundi 31 décembre 2018	60,00	15 000	0	15 000	4,50	4,5470
Tchad	2 ANS	TD2A00000418 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN -2019	mercredi 7 juin 2017	26 800	100,00	lundi 10 juin 2019	89,33	26800	0	26 800	4,5	4,5000
Gabon	3 ANS	GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021#1	mercredi 1 août 2018	5 000	75,44	lundi 5 juillet 2021	66,67	0	5 000	5 000	5,75	7,6257

**IV. AUTRES STATISTIQUES****Tableau IVa : Évolution des taux d'intérêt de la BEAC et du taux créditeur minimum****Dernière modification : 25 juillet 2018***(En pourcentage)*

Rubriques	%
<b>I - Opérations des Trésors (Placements publics)</b>	
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Fonds de réserves sur les Générations Futures (TISPPo)	0,40
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1)	0,05
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des dépôts spéciaux (TISPP2)	0,00
<b>II - Marché monétaire</b>	
. Taux des appels d'offres (TIAO)	2,95
. Taux de Facilité de Prêt Marginal (TFPM)	4,70
. Taux de Facilité de Dépôt (TFD)	0
. Taux de pénalité aux banques (TPB)	7,00
<b>III - Taux Créditeur Minimum (TCM)</b>	2,45

*Le nouveau cadre opérationnel de la politique monétaire est entré en œuvre le 11 juin 2018.*

## Tableau IVb : Évolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires

Tableau IVb : Evolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires			
(En pourcentage)			
Rubriques	01.06.17 20.03.18	Rubriques	Date de la dernière modification 21.03.18
<b>I - Coefficients des réserves obligatoires <sup>(*)</sup></b>		<b>I - Coefficients des réserves obligatoires <sup>(**)</sup></b>	
- <i>Exigibilités à vue</i>		- <i>Exigibilités à vue</i>	7,00
1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00	- <i>Exigibilités à terme</i>	4,50
2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41	3,00		
3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	7,25	<b>II - Taux de rémunération des réserves</b>	1,05
- <i>Exigibilités à terme</i>			
1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00		
2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41	2,00		
3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	5,25		
<b>II - Taux de rémunération des réserves obligatoires</b>	0,05		

(\*) Par décision N°03/CPM/2017 du CPM du 22 mars 2017, les coefficients applicables sur les réserves obligatoires ont été fixés selon des seuils minimums des éléments constitutifs de l'assiette de calcul des réserves obligatoires.  
 (\*\*) Par décision N°03/CPM/2018 du CPM du 21 mars 2018, les coefficients applicables sur les réserves obligatoires ont été harmonisés pour tous les établissements de crédit de la sous-région.

## Tableau IVc : Évolution des taux directeurs des pays partenaires de la CEMAC

(En pourcentage)

Pays/Régions	2016	2017					2018									Dates de la dernière modification
	Août	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	
<b>BCEAO</b>																
. Taux d'appel d'offres																
- <i>injections de liquidité <sup>(2)</sup></i>	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	2,50	17 septembre 2013
- <i>reprises de liquidité</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
. Taux du guichet de prêt marginal	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	16 décembre 2016
<b>ZONE EURO <sup>(3)</sup></b>																
. Taux d'appel d'offres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 mars 2016
. Facilité de prêt marginal	0,25	0,25	0,25	0,25	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	16 mars 2016
. Facilité de dépôts	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	16 mars 2016
<b>ROYAUME-UNI</b>																
. Prêts maisons d'escompte	0,25	0,25	0,25	0,25	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,75	02 août 2018
<b>CHINE</b>																
. Taux de référence d'emprunt	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	23 octobre 2015
<b>ETATS-UNIS</b>																
. Taux d'escompte	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,50	1,50	1,50	1,50	1,75	1,75	1,75	2,00	2,00	2,00	13 juin 2018
. Taux au jj "Fed Funds" <sup>(4)</sup>	1,25	1,25	1,25	1,25	1,25	1,50	1,50	1,50	1,50	1,75	1,75	1,75	2,00	2,00	2,00	13 juin 2018
<b>NIGERIA</b>																
Taux de la Politique Monétaire	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	26 juillet 2016
Taux de Facilité de Dépôt	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	26 juillet 2016
Taux de Facilité de Prêt Marginal	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	26 juillet 2016

(1) Sources : BDF, BCEAO, OCDE, BFCE-multidevises, Internet, etc...

(2) Taux minimum de soumission aux appels d'offres.

(3) Groupe de pays utilisant l'Euro comme monnaie : France, Belgique, Espagne, Allemagne, Italie, Hollande, Finlande, Portugal, Luxembourg, Irlande, Autriche, Grèce, Slovaquie et Estonie.

(4) Objectif implicite.

**Tableau IVd : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Cameroun**

(En millions de F CFA)

	2017						2018						Variation <sup>(1)</sup>	
	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Août 18 - Août 17
<b>I. Facteurs autonomes (a-b)</b>	<b>-45 847</b>	<b>-94 394</b>	<b>-90 569</b>	<b>-72 300</b>	<b>72 569</b>	<b>80 358</b>	<b>80 658</b>	<b>65 013</b>	<b>18 434</b>	<b>38 504</b>	<b>29 615</b>	<b>52 524</b>	<b>28 235</b>	<b>74 082</b>
<i>a/ Postes du Passif</i>														
.Billets et pièces en circulation	1 016 314	1 000 034	1 022 663	1 045 780	1 136 578	1 076 912	1 064 517	1 086 298	1 084 397	1 060 558	1 068 187	1 076 700	1 093 392	77 078
.Réserves flottantes :	541 354	576 514	534 819	599 755	739 998	839 635	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	780 954	796 574	255 220
-Comptes courants des Ets de crédit	541 354	576 514	534 819	599 755	739 998	839 635	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	780 954	796 574	255 220
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	54 016	54 016	54 032	54 010	51 139	54 004	54 005	53 999	51 252	51 252	51 267	51 248	51 248	-2 768
.FMI-Allocations de DTS	138 984	139 198	140 347	138 901	138 078	136 015	137 651	137 190	138 436	140 805	140 295	139 193	139 861	878
.Divers-passifs	-109 723	-110 319	-109 033	-107 757	-107 654	-112 148	-111 430	-110 376	-110 843	-110 878	-109 822	-110 323	-110 006	-283
<i>b/ Postes d'actif</i>														
.Disponibilités extérieures brutes	1 522 789	1 530 494	1 521 021	1 524 225	1 735 763	1 844 981	1 796 197	1 819 118	1 717 798	1 725 530	1 680 500	1 655 722	1 692 561	169 773
.Autres créances sur l'extérieur	84 298	84 061	84 644	83 775	83 350	82 782	83 245	82 929	83 944	85 447	84 282	83 462	83 387	-911
.Créances sur l'Etat (net)	60 084	119 668	108 369	175 292	49 182	-34 289	58 208	33 922	102 372	127 356	117 074	129 424	150 486	90 402
.Divers-Actifs	19 621	19 614	19 363	19 698	17 275	20 586	20 361	23 262	17 252	16 550	19 392	16 641	16 400	-3 221
<b>II. Réserves obligatoires <sup>(1)</sup></b>	<b>198 617</b>	<b>199 531</b>	<b>201 433</b>	<b>201 145</b>	<b>0</b>	<b>0</b>								
<b>III. Concours du marché monétaire</b>	<b>152 770</b>	<b>105 137</b>	<b>110 864</b>	<b>128 845</b>	<b>72 569</b>	<b>80 358</b>	<b>80 658</b>	<b>65 013</b>	<b>18 434</b>	<b>38 504</b>	<b>29 615</b>	<b>52 524</b>	<b>28 235</b>	<b>-124 535</b>
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	152 747	105 137	110 864	128 845	72 569	80 358	80 658	65 013	18 434	38 476	0	0	0	-152 747
.Pensions et autres	23	0	0	0	0	0	0	0	0	28	29 615	52 524	28 235	28 212

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entraîné la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale d'injection de liquidités (OPIL).

**Tableau IVe : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en RCA**

(En millions de F CFA)

	2017						2018						Variation (1)	
	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Août 18 - Août 17
<b>I. Facteurs autonomes (a-b)</b>	<b>-2 545</b>	<b>-1 926</b>	<b>-2 359</b>	<b>-1 959</b>	<b>-1 850</b>	<b>616</b>	<b>542</b>	<b>523</b>	<b>504</b>	<b>485</b>	<b>414</b>	<b>414</b>	<b>488</b>	<b>3 033</b>
<i>a/ Postes du Passif</i>														
.Billets et pièces en circulation	161 410	161 923	157 641	161 284	168 430	164 649	167 846	165 592	170 979	173 187	177 398	177 398	183 588	22 179
.Réserves flottantes :	23 208	25 481	28 433	31 655	34 583	33 931	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	25 520	27 893	4 686
-Comptes courants des Ets de crédit	23 208	25 481	28 433	31 655	34 583	33 931	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	25 520	27 893	4 686
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	21 572	21 905	21 788	21 619	20 269	21 553	21 277	21 589	20 741	20 571	20 405	20 405	20 656	-915
.FMI-Allocations de DTS	41 843	41 908	42 254	41 818	41 571	40 949	41 442	41 303	41 678	42 392	42 238	42 238	42 108	264
.Divers-passifs	35 422	34 044	33 789	33 636	33 265	39 373	39 122	39 377	40 892	38 559	38 447	38 447	37 948	2 525
<i>b/ Postes d'actif</i>														
.Disponibilités extérieures brutes	172 681	167 179	161 359	168 846	195 544	179 320	174 944	174 017	171 131	163 231	175 889	175 889	203 870	31 189
.Autres créances sur l'extérieur	32 010	31 242	31 214	30 824	29 889	28 002	28 151	27 670	27 932	28 525	28 655	28 655	27 873	-4 137
.Créances sur l'Etat (net)	73 319	80 755	85 770	84 244	67 588	84 078	88 304	91 713	89 718	97 549	91 856	91 856	72 821	-498
.Divers-Actifs	7 990	8 011	7 921	8 056	6 948	8 441	8 392	8 496	7 257	7 025	7 194	7 194	7 142	-847
<b>II. Réserves obligatoires (1)</b>	<b>3 363</b>	<b>2 619</b>	<b>3 033</b>	<b>2 613</b>	<b>2 485</b>	<b>0</b>	<b>-3 363</b>							
<b>III. Concours du marché monétaire</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	<b>106</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>113</b>	<b>61</b>
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	52	52	52	52	106	52	52	52	52	52	0	0	113	61

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entraîné la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale d'injection de liquidités (OPIL).

**Tableau IVf : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Congo**

(En millions de F CFA)

	2017						2018							Variation (1)
	août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	août	août 18 - août 17
<b>I. Facteurs autonomes (a-b)</b>	<b>26 046</b>	<b>31 245</b>	<b>31 609</b>	<b>91 651</b>	<b>90 901</b>	<b>91 401</b>	<b>90 472</b>	<b>90 472</b>	<b>89 722</b>	<b>85 698</b>	<b>101 848</b>	<b>101 848</b>	<b>99 990</b>	<b>73 944</b>
a/ Postes du Passif														
.Billets et pièces en circulation	503 102	480 372	464 055	452 188	507 568	469 840	452 984	452 822	455 407	451 472	451 562	451 562	459 065	-44 038
.Réserves flottantes :	182 048	185 737	129 138	179 430	220 008	228 790	201 119	194 339	188 401	219 638	234 238	234 238	252 785	70 738
-Comptes courants des Ets de crédit	181 992	185 682	129 083	179 374	219 953	228 735	201 063	194 284	188 346	219 582	234 182	234 182	252 730	70 738
-dépôts et placements Marché Monétaire	55	55	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	0
.Engagements extérieurs	14 607	14 581	14 642	14 616	13 902	14 660	14 613	14 639	13 864	13 928	13 905	13 905	13 839	-768
.FMI-Allocations de DTS	62 479	62 575	63 092	62 442	62 072	61 144	61 880	61 672	62 233	63 297	63 068	63 068	62 873	395
.Divers-passifs	6 100	5 511	8 154	8 940	9 765	-2 177	-2 605	611	-412	-594	1 635	1 635	895	-5 205
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	173 514	144 920	79 396	58 438	152 816	115 343	101 272	83 673	70 951	68 303	79 048	79 048	148 458	-25 056
.Autres créances sur l'extérieur	77 515	77 403	78 001	77 489	76 774	75 720	76 315	76 339	77 355	78 781	77 891	77 891	77 551	36
.Créances sur l'Etat (net)	479 263	483 196	476 730	475 814	481 295	477 587	447 860	461 517	470 184	476 186	490 839	490 839	452 501	-26 762
.Divers-Actifs	11 998	12 011	13 345	14 223	11 530	12 205	12 071	12 082	11 281	38 772	14 782	14 782	10 958	-1 040
<b>II. Réserves obligatoires <sup>(1)</sup></b>	<b>96 425</b>	<b>65 180</b>	<b>64 066</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>							
<b>III. Concours du marché monétaire</b>	<b>30 000</b>	<b>46 900</b>	<b>46 900</b>	<b>45 471</b>	<b>15 471</b>									
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	24 150	24 150	24 150	24 150	24 150	23 650	23 650	23 650	23 650	24 000	46 900	46 900	45 471	21 321
.Pensions et autres	5850	5850	5 850	5 850	5 850	6 350	6 350	6 350	6 350	6 000	0	0	0	-5 850

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entraîné la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale d'injection de liquidités (OPIL).

**Tableau IVg : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Gabon**

(En millions de F CFA)

	2017						2018							Variation <sup>(1)</sup>
	août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	août	août 18 - août 17
<b>I. Facteurs autonomes (a-b)</b>	<b>-12 945</b>	<b>-17 098</b>	<b>-37 713</b>	<b>-42 308</b>	<b>48 000</b>	<b>46 000</b>	<b>42 000</b>	<b>39 500</b>	<b>37 500</b>	<b>35 000</b>	<b>19 000</b>	<b>19 000</b>	<b>27 500</b>	<b>40 445</b>
a/ Postes du Passif														
.Billets et pièces en circulation	403 641	404 473	394 798	386 899	418 592	389 210	389 975	392 252	400 124	416 220	421 114	421 114	438 193	34 552
.Réserves flottantes :	128 281	119 635	152 354	207 893	232 362	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	320 203	397 822	269 541
-Comptes courants des Ets de crédit	128 281	119 635	152 354	207 893	232 362	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	320 203	397 822	269 541
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	26 828	26 801	26 804	26 821	25 443	26 810	26 812	26 773	25 350	25 349	25 312	25 312	25 309	-1 518
.FMI-Allocations de DTS	115 532	115 033	115 211	114 965	114 284	112 576	113 930	113 549	114 580	116 541	116 118	116 118	115 760	228
.Divers-passifs	12 812	2 864	2 838	7 857	5 341	4 180	-2 313	-2 163	-1 426	-3 297	-1 765	-1 765	-3 080	-15 892
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	265 383	342 896	329 020	305 270	423 387	416 628	412 435	347 912	368 321	376 202	339 798	339 798	431 144	165 761
.Autres créances sur l'extérieur	139 483	139 076	139 133	139 283	138 572	136 716	137 870	137 632	138 893	141 436	140 558	140 558	139 691	208
.Créances sur l'Etat (net)	281 988	190 661	248 329	329 102	174 234	190 401	281 103	347 618	316 538	334 497	368 599	368 599	365 049	83 061
.Divers-Actifs	13 184	13 271	13 237	13 088	11 830	13 378	13 139	13 170	11 490	10 894	13 028	13 028	10 620	-2 564
<b>II. Réserves obligatoires <sup>(1)</sup></b>	<b>92 514</b>	<b>90 974</b>	<b>90 304</b>	<b>92 308</b>	<b>0</b>									
<b>III. Concours du marché monétaire</b>	<b>79 569</b>	<b>73 876</b>	<b>52 591</b>	<b>50 000</b>	<b>48 000</b>	<b>46 000</b>	<b>42 000</b>	<b>39 500</b>	<b>37 500</b>	<b>35 000</b>	<b>19 000</b>	<b>19 000</b>	<b>27 500</b>	<b>-52 069</b>
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	79 569	73 876	52 591	50 000	48 000	46 000	42 000	39 500	37 500	35 000	19 000	19 000	27 500	-52 069
.Pensions et autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entraîné la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale d'injection de liquidités (OPIL).

**Tableau IVh : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en Guinée Équatoriale**

(En millions de F CFA)

	2017						2018							Variation (1)
	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Août 18 - Août 17
<b>I. Facteurs autonomes (a-b)</b>	<b>30 002</b>	<b>9 331</b>	<b>18 375</b>	<b>55 679</b>	<b>90 000</b>	<b>112 650</b>	<b>97 650</b>	<b>127 650</b>	<b>127 650</b>	<b>138 650</b>	<b>147 432</b>	<b>147 432</b>	<b>138 000</b>	<b>107 998</b>
a/ Postes du Passif														
.Billets et pièces en circulation	183 156	181 095	185 547	184 522	202 749	185 605	177 537	177 655	174 788	177 198	174 485	174 485	174 051	-9 105
.Réserves flottantes :	281 132	278 254	266 981	278 271	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	273 758	279 211	-1 920
-Comptes courants des Ets de crédit	281 132	278 254	266 981	278 271	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	273 758	279 211	-1 920
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	26 083	26 083	26 083	26 083	24 692	26 083	26 083	26 083	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	-1 327
.FMI-Allocations de DTS	24 533	24 571	24 774	24 518	24 373	24 009	24 298	24 216	24 436	24 854	24 764	24 764	24 688	155
.Divers-passifs	16 070	17 344	18 724	20 110	21 494	23 853	6 496	20 844	9 325	12 369	12 062	12 062	12 567	-3 503
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	78 024	74 573	-12 570	3 338	-51 124	-53 567	-52 898	-123 237	-134 541	-105 287	-25 350	-25 350	-30 732	-108 755
.Autres créances sur l'extérieur	46 273	46 344	46 726	46 243	45 969	45 282	45 824	45 670	46 085	46 870	46 700	46 700	46 552	280
.Créances sur l'Etat (net)	368 782	389 315	462 123	420 534	495 480	433 712	430 875	464 997	419 124	396 507	332 264	332 264	355 898	-12 884
.Divers-Actifs	7 894	7 783	7 454	7 710	6 433	8 088	7 774	10 775	6 198	5 845	8 780	8 780	5 555	-2 339
<b>II. Réserves obligatoires <sup>(1)</sup></b>	<b>69 998</b>	<b>70 669</b>	<b>71 625</b>	<b>71 321</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>III. Concours du marché monétaire</b>	<b>100 000</b>	<b>80 000</b>	<b>90 000</b>	<b>127 000</b>	<b>90 000</b>	<b>112 650</b>	<b>97 650</b>	<b>127 650</b>	<b>127 650</b>	<b>138 650</b>	<b>147 432</b>	<b>147 432</b>	<b>138 000</b>	<b>38 000</b>
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	100 000	80 000	90 000	127 000	90 000	112 650	97 650	127 650	127 650	138 650	147 432	147 432	138 000	38 000
.Pensions et autres														

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entraîné la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale d'injection de liquidités (OPIL).

**Tableau IVi : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Tchad**

(En millions de F CFA)

	2017						2018							Variation (1)
	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Août 18 - Août 17
<b>I. Facteurs autonomes (a-b)</b>	<b>174 212</b>	<b>174 498</b>	<b>176 707</b>	<b>187 929</b>	<b>199 021</b>	<b>180 600</b>	<b>199 913</b>	<b>199 913</b>	<b>192 413</b>	<b>198 358</b>	<b>181 560</b>	<b>181 560</b>	<b>168 483</b>	<b>-5 729</b>
a/ Postes du Passif														
.Billets et pièces en circulation	401 525	407 472	415 515	416 521	428 731	413 987	400 117	418 833	420 872	425 347	414 905	414 905	422 339	20 814
.Réserves flottantes :	44 608	29 349	63 665	62 751	72 671	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	35 539	55 553	10 945
-Comptes courants des Ets de crédit	44 608	29 349	63 665	62 751	72 671	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	35 539	55 553	10 945
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	25 781	25 712	25 752	25 717	24 339	25 725	25 735	25 708	24 426	24 394	24 426	24 426	24 389	-1 393
.FMI-Allocations de DTS	42 041	42 106	42 453	42 016	41 767	41 143	41 638	41 498	41 875	42 591	42 437	42 437	42 306	266
.Divers-passifs	23 196	23 862	25 588	27 116	34 827	38 528	38 140	45 998	42 701	42 568	44 562	44 562	47 391	24 196
b/ Postes d'Actif														
.Disponibilités extérieures brutes	-119 913	-136 858	-111 451	-134 801	-127 681	-101 350	-95 765	-103 034	-64 130	-42 083	-44 266	-44 266	-31 249	88 664
.Autres créances sur l'extérieur	33 485	33 400	33 635	33 282	33 112	33 066	33 276	33 151	33 462	34 071	33 629	33 629	33 220	-265
.Créances sur l'Etat (net)	438 103	446 348	463 383	476 745	486 139	451 024	443 936	444 581	405 412	391 777	379 629	379 629	410 303	-27 800
.Divers-Actifs	11 265	11 113	10 699	10 966	11 745	13 206	12 882	13 074	11 597	11 348	11 318	11 318	11 221	-44
<b>II. Réserves obligatoires <sup>(1)</sup></b>	<b>10 249</b>	<b>10 793</b>	<b>11 084</b>	<b>11 217</b>	<b>0</b>	<b>-10 249</b>								
<b>III. Concours du marché monétaire</b>	<b>184 461</b>	<b>185 291</b>	<b>187 791</b>	<b>199 146</b>	<b>199 021</b>	<b>180 600</b>	<b>199 913</b>	<b>199 913</b>	<b>192 413</b>	<b>198 358</b>	<b>181 560</b>	<b>181 560</b>	<b>168 483</b>	<b>-15 978</b>
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	27 535	28 365	30 865	32 844	32 719	11 705	37 658	39 158	39 158	50 603	0	0	0	-27 535
.Pensions et autres	156 926	156 926	156 926	166 302	166 302	168 895	162 255	160 755	153 255	147 755	181 560	181 560	168 483	11 557

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entraîné la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale d'injection de liquidités (OPIL).

## Tableau IVj : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire dans la CEMAC

(En millions de F CFA)

	2017						2018							Variation (1)
	août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	août	août 18 - août 17
<b>I. Facteurs autonomes (a-b)</b>	<b>168 923</b>	<b>101 656</b>	<b>96 050</b>	<b>218 691</b>	<b>498 640</b>	<b>511 625</b>	<b>511 236</b>	<b>523 072</b>	<b>466 224</b>	<b>496 695</b>	<b>479 868</b>	<b>502 777</b>	<b>462 696</b>	<b>293 773</b>
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	2 669 148	2 635 368	2 640 219	2 647 194	2 862 648	2 700 203	2 652 977	2 693 452	2 706 567	2 703 983	2 707 652	2 716 165	2 770 628	101 481
. Réserves flottantes :	1 200 630	1 214 970	1 175 392	1 359 754	1 613 073	1 716 481	1 867 257	1 774 158	1 601 417	1 738 591	1 670 193	1 670 211	1 809 839	609 209
- Comptes courants des Ets de crédit	1 200 575	1 214 914	1 175 336	1 359 698	1 613 018	1 716 425	1 867 201	1 774 102	1 601 361	1 738 535	1 670 138	1 670 156	1 809 784	609 209
- dépôts et placements Marché Monétaire	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	0
. Engagements extérieurs	168 887	169 098	169 101	168 867	159 785	168 836	168 526	168 790	160 388	160 250	160 071	160 052	160 197	-8 689
. FMI-Allocations de DTS	425 411	425 391	428 130	424 660	422 145	415 835	420 838	419 428	423 239	430 480	428 921	427 819	427 596	2 185
. Divers-passifs	-16 123	-26 695	-19 940	-10 098	-2 962	-8 391	-32 590	-5 709	-19 762	-21 274	-14 880	-15 381	-14 285	1 838
b/ Postes d'actif														
. Disponibilités extérieures brutes	2 092 476	2 123 205	1 966 775	1 925 317	2 328 705	2 401 355	2 336 186	2 198 449	2 129 528	2 185 897	2 205 620	2 180 841	2 414 052	321 575
. Autres créances sur l'extérieur	413 063	411 526	413 353	410 897	407 665	401 569	404 680	403 392	407 672	415 130	411 715	410 895	408 274	-4 789
. Créances sur l'Etat (net)	1 701 539	1 709 943	1 844 704	1 961 732	1 753 918	1 602 512	1 750 286	1 844 348	1 803 348	1 823 873	1 780 261	1 792 611	1 807 058	105 519
. Divers-Actifs	71 951	71 803	72 020	73 740	65 760	75 903	74 619	80 859	65 076	90 435	74 493	71 742	61 896	-10 055
<b>II. Réserves obligatoires <sup>(1)</sup></b>	<b>471 166</b>	<b>439 766</b>	<b>441 545</b>	<b>378 604</b>	<b>2 485</b>	<b>0</b>								
<b>III. Concours du marché monétaire</b>	<b>546 852</b>	<b>474 356</b>	<b>471 298</b>	<b>535 043</b>	<b>439 696</b>	<b>449 660</b>	<b>450 273</b>	<b>462 128</b>	<b>406 049</b>	<b>440 564</b>	<b>424 507</b>	<b>447 416</b>	<b>407 802</b>	<b>-139 050</b>
. Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	384 053	311 580	308 522	362 891	267 544	274 415	281 668	295 023	246 444	286 781	213 332	213 332	211 084	-172 969
. Pensions et autres	162 799	162 776	162 776	172 152	172 152	175 245	168 605	167 105	159 605	153 783	211 175	234 084	196 718	33 919

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entraîné la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIII.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale d'injection de liquidités (OPIL).

## Tableau IVk : Évolution des avoirs officiels bruts en devises, du taux de couverture de la monnaie dans les pays de la Zone d'émission et de leur position en compte d'opérations auprès du Trésor français

		2016	2017						2018						
		août	août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	août
Avoirs officiels bruts en devises <sup>(a)</sup> (En millions de FCFA)	Cameroun	1 583 126	1 607 087	1 614 555	1 605 666	1 608 000	2 545 874	1 927 763	1 879 442	1 902 047	1 801 742	2 605 838	1 764 782	1 739 184	1 775 948
	Centrafrique	149 879	204 691	198 421	192 572	199 671	262 137	207 322	203 096	201 688	199 063	237 678	204 544	221 417	231 742
	Congo	742 262	251 028	222 323	157 396	135 927	1 279 299	191 063	177 588	160 012	148 306	1 206 844	156 939	155 152	226 009
	Gabon	840 735	481 972	468 153	480 878	444 553	1 229 863	553 344	550 305	485 544	507 214	1 204 225	480 356	523 351	570 835
	Guinée	352 106													
	Equatoriale		124 296	120 917	34 157	49 581	634 003	-8 285	-7 074	-77 566	-88 457	580 996	21 350	19 537	15 820
	Tchad	-154 552	-86 429	-103 458	-77 817	-101 518	118 483	-68 284	-62 490	-69 884	-30 668	195 768	-10 637	-22 968	1 971
	Sces Centraux	523 282	655 814	650 159	641 990	637 064	638 156	658 139	657 713	655 698	687 753	700 488	613 670	602 041	632 564
<b>CEMAC</b>	<b>4 036 838</b>	<b>3 238 460</b>	<b>3 171 070</b>	<b>3 034 842</b>	<b>2 973 277</b>	<b>6 707 815</b>	<b>3 461 063</b>	<b>3 398 580</b>	<b>3 257 539</b>	<b>3 224 953</b>	<b>6 731 836</b>	<b>3 231 005</b>	<b>3 237 714</b>	<b>3 454 889</b>	
Taux de couverture de l'émission monétaire (en %) <sup>(b)</sup>	Cameroun	81,35	75,13	76,42	75,41	69,79	70,97	71,72	71,23	71,84	72,22	71,78	71,46	70,56	71,71
	Centrafrique	78,75	82,24	81,35	80,84	81,27	83,24	82,69	82,38	82,33	83,11	81,89	82,75	83,75	84,29
	Congo	60,79	29,08	26,62	20,50	18,30	27,57	23,64	22,39	20,71	19,52	18,83	20,09	19,71	26,73
	Gabon	70,62	53,31	53,88	54,85	53,06	58,84	58,31	58,12	55,19	56,61	57,31	56,45	58,55	60,14
	Guinée	38,69	15,61	15,65	7,03	6,63	7,12	6,53	6,41	6,22	6,16	6,17	6,03	7,93	7,82
	Equatoriale														
	Tchad	5,51	5,30	5,27	5,43	5,18	5,17	5,32	5,10	5,28	5,33	5,34	7,87	7,59	7,45
	<b>CEMAC</b>	<b>66,01</b>	<b>58,59</b>	<b>58,96</b>	<b>57,41</b>	<b>54,65</b>	<b>57,51</b>	<b>58,01</b>	<b>57,46</b>	<b>56,40</b>	<b>57,23</b>	<b>57,19</b>	<b>56,15</b>	<b>55,98</b>	<b>58,35</b>
Position des États en Compte d'Opérations (En millions de FCFA)	Cameroun	686 698	1 364 133	1 364 184	1 369 767	1 368 085	1 579 571	1 734 665	1 681 637	1 694 946	1 641 753	1 639 869	1 625 120	1 604 488	1 622 245
	Centrafrique	44 125	153 031	147 597	144 335	151 223	177 888	168 647	163 993	161 331	162 819	154 544	169 145	186 001	194 786
	Congo	304 607	155 199	129 031	71 295	52 317	138 338	107 627	94 088	76 941	66 878	64 064	75 176	74 126	141 284
	Gabon	285 549	304 963	291 264	304 433	272 076	383 667	389 954	384 697	321 746	350 407	356 615	325 318	368 465	410 136
	Guinée	128 464	65 829	63 149	-14 326	1 191	-50 809	-52 713	-50 631	-115 807	-129 155	-100 373	-24 559	-41 294	-43 082
	Equatoriale														
	Tchad	-90 739	-109 275	-123 819	-103 090	-123 029	-118 421	-97 436	-91 188	-98 304	-63 375	-41 791	-61 449	-71 049	-44 638
	<b>Sces Centraux</b>	<b>420 748</b>	<b>548 823</b>	<b>566 536</b>	<b>547 789</b>	<b>554 868</b>	<b>441 609</b>	<b>555 592</b>	<b>575 737</b>	<b>576 406</b>	<b>630 094</b>	<b>612 426</b>	<b>521 932</b>	<b>517 098</b>	<b>557 334</b>
<b>CEMAC</b>	<b>1 779 452</b>	<b>2 482 703</b>	<b>2 437 943</b>	<b>2 320 204</b>	<b>2 276 731</b>	<b>2 551 843</b>	<b>2 806 336</b>	<b>2 758 332</b>	<b>2 617 258</b>	<b>2 659 421</b>	<b>2 685 353</b>	<b>2 630 682</b>	<b>2 637 835</b>	<b>2 838 065</b>	

(a) Les avoirs officiels bruts en devises comprennent le solde créditeur en Compte d'Opérations, les avoirs en devises, l'encaisse-or et les avoirs en DTS (Situation Comptable mensuelle de la BEAC).

(b) Rapport entre les avoirs officiels bruts en devises (y compris la souscription de la quote-part au FMI en devises) et le total des engagements à vue de la Banque Centrale (circulation fiduciaire, solde débiteur en Compte d'Opérations, comptes-courants et dépôts spéciaux des institutions financières et des Trésors Publics). Le minimum statutaire est de 20 %.

**Tableau IV1 : Situation comptable de la BEAC au 31 août 2018**

<b>Actif</b>								
Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
<b>DISPONIBILITES EXTERIEURES</b>	2 961 038 481 163	546 986 716 808	1 692 561 335 432	203 869 802 700	148 457 717 528	431 143 585 529	-30 731 679 222	-31 248 997 612
Avoirs Extérieurs à vue	2 864 345 404 657	546 986 716 808	1 623 785 166 844	195 611 734 513	142 467 881 259	413 755 617 456	-28 905 179 730	-29 356 532 492
Billets Etrangers	39 590 015 156	2 962 029 590	1 539 718 026	826 043 371	1 183 700 624	3 620 062 504	14 176 814 484	15 281 646 557
Correspondants Hors Zone d'Emission	-13 309 590 074	-13 309 590 074	0	0	0	0	0	0
Trésor Français	2 838 064 979 575	557 334 277 292	1 622 245 448 818	194 785 691 142	141 284 180 635	410 135 554 952	-43 081 994 214	-44 638 179 049
Compte d'Opérations	2 838 064 979 575	557 334 277 292	1 622 245 448 818	194 785 691 142	141 284 180 635	410 135 554 952	-43 081 994 214	-44 638 179 049
Compte Spécial de Nivellement	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres avoirs extérieurs (SDM)</b>	96 693 076 506	0	68 776 168 588	8 258 068 187	5 989 836 269	17 387 968 073	-1 826 499 492	-1 892 465 120
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	96 693 076 506	0	68 776 168 588	8 258 068 187	5 989 836 269	17 387 968 073	-1 826 499 492	-1 892 465 120
Opérations sur le Marché Financier	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>ENCAISSE-OR</b>	137 320 173 171	85 505 640 403	20 376 369 322	7 568 539 913	7 568 657 597	8 732 612 413	0	7 568 353 523
<b>FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL</b>	356 530 803 058	71 490 232	63 010 527 694	20 303 970 620	69 982 355 138	130 958 698 152	46 552 122 442	25 651 638 780
Quotes-Parts en Devises	194 673 074 436	0	51 005 350 836	19 863 453 193	29 834 580 289	38 559 618 680	29 883 301 106	25 526 770 332
Avoirs en D.T.S.	161 857 728 622	71 490 232	12 005 176 858	440 517 427	40 147 774 849	92 399 079 472	16 668 821 336	124 868 448
<b>CREANCES SUR LES BANQUES</b>	462 695 709 164	0	28 235 000 000	487 841 638	99 989 949 694	27 500 000 000	138 000 000 000	168 482 917 832
Concours du Marché Monétaire : Guichet A	407 801 917 832	0	28 235 000 000	113 000 000	45 471 000 000	27 500 000 000	138 000 000 000	168 482 917 832
Appels d'Offres	0	0	0	0	0	0	0	0
Pensions et Autres	407 801 917 832	0	28 235 000 000	113 000 000	45 471 000 000	27 500 000 000	138 000 000 000	168 482 917 832
Avances à Moyen Terme Irrévocables : Guichet B	54 893 791 332	0	0	374 841 638	54 518 949 694	0	0	0
Créances Impayées	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX</b>	2 772 949 720 849	0	577 350 158 427	81 157 400 301	572 452 158 427	452 952 158 427	609 155 244 403	479 882 600 864
Avances en Comptes Courants (Art. 18)	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances Exceptionnelles	2 933 999 501	0	452 158 427	673 207 366	452 158 427	452 158 427	452 158 427	452 158 427
Crédits à l'Economie Consolidés sur l'Etat	2 770 015 721 348	0	576 898 000 000	80 484 192 935	572 000 000 000	452 500 000 000	608 703 085 976	479 430 442 437
<b>CONTREPARTIE DES ALLOCATIONS DE DTS VERSEES AUX ETATS</b>	175 811 856 539		108 613 102 692	34 445 206 330	0	0	0	32 753 547 517
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>	439 272 414 535	398 222 987 815	9 757 243 142	4 132 232 581	8 281 346 699	4 959 262 585	5 517 488 726	8 401 852 987
Immobilisations Financières	210 125 740 103	181 403 958 328	7 834 094 946	3 118 817 012	6 724 894 005	2 729 125 706	3 344 308 129	4 970 541 977
Créances sur le Personnel	46 849 077 107	18 196 601 210	7 802 695 359	3 114 360 837	6 714 839 659	2 728 913 506	3 344 308 129	4 947 358 407
Créances sur les Autres Banques Centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de Participations	42 730 338 280	42 730 338 280	0	0	0	0	0	0
Autres Immobilisations Financières	120 546 324 716	120 477 018 838	31 399 587	4 456 175	10 054 346	212 200	0	23 183 570
Immobilisations Incorporelles	11 385 156 979	11 385 150 979	6 000	0	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	216 723 169 080	204 395 530 135	1 923 142 196	1 013 415 569	1 556 452 694	2 230 136 879	2 173 180 597	3 431 311 010
Autres immobilisations	1 038 348 373	1 038 348 373						
<b>AUTRES ACTIFS</b>	32 230 896 910	32 230 896 910						
<b>DEBITEURS DIVERS</b>	22 893 121 797	2 046 241 946	6 642 920 553	3 010 056 442	2 676 288 908	5 661 155 876	37 205 942	2 819 252 130
Avances Diverses au Personnel	2 800 308 648	2 237 782 599	96 319 829	64 921 729	85 632 157	100 525 403	41 042 416	174 084 515
Autres Débiteurs Divers	330 165 627	-637 347 722	0	0	13 247 470	958 102 353	-3 836 474	0
Comptes de Régularisations - Actif	19 762 647 522	445 807 069	6 546 600 724	2 945 134 713	2 577 409 281	4 602 528 120	0	2 645 167 615
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>7 360 743 177 186</b>	<b>1 065 063 974 114</b>	<b>2 506 546 657 262</b>	<b>354 975 050 525</b>	<b>909 408 473 991</b>	<b>1 061 907 472 982</b>	<b>768 530 382 291</b>	<b>694 311 166 021</b>
<b>TOTAL ACTIF ANNEE PRECEDENTE</b>	<b>6 970 851 723 594</b>	<b>1 074 398 168 486</b>	<b>2 168 349 021 380</b>	<b>326 151 649 829</b>	<b>931 891 503 829</b>	<b>1 022 058 979 636</b>	<b>836 764 428 352</b>	<b>611 237 972 082</b>

## Tableau IVm : Situation comptable de la BEAC au 31 août 2018

## Passif

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
<b>BILLETS ET PIÈCES EN CIRCULATION</b>	<b>2 770 628 180 698</b>		<b>1 093 392 094 957</b>	<b>183 588 316 964</b>	<b>459 064 619 802</b>	<b>438 193 469 577</b>	<b>174 050 701 490</b>	<b>422 338 977 908</b>
<b>TRESORS ET COMPTABLES PUBLICS NATIONAUX</b>	<b>1 142 376 665 262</b>	<b>673 265 405</b>	<b>535 477 062 039</b>	<b>42 781 859 753</b>	<b>119 951 129 716</b>	<b>87 902 688 478</b>	<b>253 257 644 500</b>	<b>102 333 015 371</b>
Comptes courants	425 763 301 609	0	87 713 565 029	38 209 574 761	82 058 702 473	71 930 787 197	50 515 158 103	95 335 514 046
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	4 879 201 790	0	0	0	2 400 401 384	694 172 074	1 784 628 332	0
Fonds de Réserves Pour Générations Futures	55 452 488 133	0	0	0	1 096 239 305	8 091 233 242	46 265 015 586	0
Dépôts spéciaux	656 281 673 730	673 265 405	447 763 497 010	4 572 284 992	34 395 786 554	7 186 495 965	154 692 842 479	6 997 501 325
<b>BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	<b>1 813 513 459 418</b>	<b>0</b>	<b>714 066 024 064</b>	<b>45 341 492 419</b>	<b>252 772 021 667</b>	<b>419 273 130 047</b>	<b>302 877 339 062</b>	<b>79 183 452 159</b>
Banques et Institutions Etrangères	160 197 193 431	0	51 247 845 115	20 656 428 661	13 838 562 038	25 309 431 383	24 755 968 287	24 388 957 947
Banques et Institutions Financières de la Zone	<b>1 653 316 265 987</b>	<b>0</b>	<b>662 818 178 949</b>	<b>24 685 063 758</b>	<b>238 933 459 629</b>	<b>393 963 698 664</b>	<b>278 121 370 775</b>	<b>54 794 494 212</b>
Comptes courants	1 653 260 844 359	0	662 818 178 949	24 685 063 758	238 878 038 001	393 963 698 664	278 121 370 775	54 794 494 212
Dépôts et placements sur marché monétaire	55 421 628	0	0	0	55 421 628	0	0	0
Comptes de Réserves Obligatoires	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Comptes des Etablissements de Crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>AUTRES COMPTES COURANTS</b>	<b>203 960 759 345</b>	<b>47 438 095 486</b>	<b>133 755 621 116</b>	<b>3 208 256 119</b>	<b>13 851 846 497</b>	<b>3 858 619 959</b>	<b>1 089 927 789</b>	<b>758 392 379</b>
FMI : ALLOCATION DES D.T.S.	427 596 320 029	0	139 861 482 987	42 107 565 818	62 873 414 934	115 759 906 443	24 687 788 559	42 306 161 288
<b>EMPRUNTS ET DETTES A LONG ET MOYEN TERME</b>	<b>16 089 962 398</b>	<b>16 089 962 398</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>AUTRES PASSIFS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>PROVISIONS</b>	<b>45 816 939 562</b>	<b>45 816 939 562</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>REPORT A NOUVEAU</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>RESERVES</b>	<b>762 679 357 103</b>	<b>850 246 910 264</b>	<b>-112 468 246 972</b>	<b>23 897 716 245</b>	<b>-2 307 550 546</b>	<b>-4 150 364 654</b>	<b>-1 911 356 753</b>	<b>9 372 249 519</b>
<b>CAPITAL ET PRIME D'AUGMENTATION</b>	<b>91 507 313 350</b>	<b>91 507 313 350</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>CREDITEURS DIVERS</b>	<b>109 347 950 115</b>	<b>57 169 750 043</b>	<b>158 412 474</b>	<b>15 711 415 623</b>	<b>95 901 264</b>	<b>692 272 747</b>	<b>8 433 132 355</b>	<b>27 087 065 609</b>
<b>TRANSFERTS NON DENOUES</b>	<b>892 142 431</b>	<b>151 327 928</b>	<b>740 814 503</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATIONS - PASSIF</b>	<b>3 238 092 159</b>	<b>2 063 299 859</b>	<b>722 807 154</b>	<b>89 046</b>	<b>1 908 440</b>	<b>23 851 095</b>	<b>410 498 293</b>	<b>15 638 272</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>-26 903 964 684</b>	<b>-46 092 890 181</b>	<b>840 584 940</b>	<b>-1 661 661 462</b>	<b>3 105 182 217</b>	<b>353 899 290</b>	<b>5 634 706 996</b>	<b>10 916 213 516</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>7 360 743 177 186</b>	<b>1 065 063 974 114</b>	<b>2 506 546 657 262</b>	<b>354 975 050 525</b>	<b>909 408 473 991</b>	<b>1 061 907 472 982</b>	<b>768 530 382 291</b>	<b>694 311 166 021</b>
<b>TOTAL PASSIF ANNEE PRECEDENTE</b>	<b>6 970 851 723 594</b>	<b>1 074 398 168 486</b>	<b>2 168 349 021 380</b>	<b>326 151 649 829</b>	<b>931 891 503 829</b>	<b>1 022 058 979 636</b>	<b>836 764 428 352</b>	<b>611 237 972 082</b>

Taux de couverture extérieure	58,35%	71,71%	84,29%	26,73%	60,14%	7,82%	7,45%
Taux de couverture extérieure du mois antérieur	55,98%	70,56%	83,75%	19,71%	58,55%	7,93%	7,59%

## Tableau IVn : Situation des crédits consolidés sur les États au 31 août 2018

(Situation de fin de période - en millions de F.CFA)

Etats	Encours et impayés sur anciens crédits consolidés	Encours et impayés sur avances exceptionnelles <sup>(2)</sup>	Total
<b>Cameroun</b>	576 898	452	577 350
<b>Centrafrique</b>	80 484	673	81 157
<b>Congo</b>	572 000	452	572 452
<b>Gabon</b>	452 500	452	452 952
<b>Guinée Equatoriale</b>	608 703	452	609 155
<b>Tchad</b>	479 430	452	479 882
<b>Total</b>	<b>2 770 016</b>	<b>2 933</b>	<b>2 772 949</b>

(1) Les crédits consolidés représentent l'ensemble des engagements des états vis-à-vis de la BEAC à l'exception des avances pour la contribution au budget du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) qui ont été consolidées au 31 décembre 2017. Suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites et l'ensemble des

(2) Composés uniquement des avances exceptionnelles au GABAC

## Tableau Vo : Situation monétaire résumée de la CEMAC (période sous revue)

Données consolidées de la BEAC, des banques créatrices de monnaie (BCM) et des Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE)

(Montants en millions de Francs CFA)

Rubriques	Cameroun		Centrafrique		Congo		Gabon		Guinée Equatoriale		Tchad		Sces Centraux		CEMAC	
	août		août		août		août		août		août		août		août	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
<b>I- Contreparties des ressources du système monétaire</b>																
1- Avoirs extérieurs nets	1 746 933	1 858 242	105 338	110 953	208 327	215 597	407 923	444 634	251 249	91 185	-319 949	-285 602	638 775	616 951	2 160 560	2 222 366
BEAC	1 167 381	1 231 325	71 445	66 872	194 430	176 924	279 667	257 514	73 927	-35 235	-251 977	-217 790	638 775	616 951	2 107 223	2 042 042
Banques (BCM et AIBE)	579 552	626 917	33 893	44 081	13 897	38 673	128 256	187 120	177 322	126 420	-67 972	-67 812	0	0	53 337	180 324
2- Crédit Intérieur (a+b)	3 132 308	3 487 396	258 619	288 417	1 822 334	1 704 111	1 629 937	1 950 365	1 297 801	1 385 323	1 084 225	1 161 969	119 327	119 327	10 160 152	10 884 160
a- Créances nettes sur l'Etat	164 879	218 864	130 923	147 468	553 098	584 960	517 509	842 074	135 926	222 312	463 886	545 855	-673	-673	2 382 958	3 035 492
dont Position Nette du Gouvernement	135 461	277 004	135 996	155 620	557 262	583 652	603 506	891 864	266 314	259 642	485 029	574 082	-673	-673	2 601 084	3 217 088
b- Créances sur l'économie	2 967 429	3 268 532	127 696	140 949	1 269 236	1 119 151	1 112 428	1 108 291	1 161 875	1 163 011	620 339	616 114	120 000	120 000	7 777 194	7 848 668
Court terme	1 783 749	1 976 687	68 400	87 697	614 988	550 128	644 764	524 713	982 598	999 808	471 546	447 119	0	0	4 688 816	4 705 895
Moyen terme	1 085 507	1 202 436	50 851	44 003	631 175	542 139	440 426	561 363	154 891	139 872	130 421	150 481	120 000	120 000	2 886 787	2 951 681
Long terme	98 173	89 409	8 445	9 249	23 073	26 884	27 238	22 215	24 386	23 331	18 372	18 514	0	0	201 591	191 092
<b>TOTAL DES CONTREPARTIES</b>	<b>4 879 241</b>	<b>5 345 638</b>	<b>363 957</b>	<b>399 370</b>	<b>2 030 661</b>	<b>1 919 708</b>	<b>2 037 860</b>	<b>2 394 999</b>	<b>1 549 050</b>	<b>1 476 508</b>	<b>764 276</b>	<b>876 367</b>	<b>758 101</b>	<b>736 278</b>	<b>12 320 711</b>	<b>13 106 526</b>
<b>II- Ressources du système monétaire</b>																
1- Masse monétaire (M2) = a + b + c	4 192 526	4 519 544	297 052	330 498	1 795 396	1 652 700	1 849 138	2 219 124	1 182 543	1 088 538	836 064	838 798	0	0	10 192 119	10 688 473
a- Monnaie fiduciaire	866 187	936 447	155 060	173 008	435 460	412 098	321 791	346 792	150 627	136 965	311 522	323 934	0	0	2 240 647	2 329 244
b- Monnaie scripturale	1 779 310	1 950 572	82 420	100 080	1 025 399	957 607	877 864	1 134 703	770 990	687 264	434 265	417 532	0	0	4 999 397	5 277 257
c- Quasi-monnaie	1 547 029	1 632 525	59 572	57 410	334 537	282 995	649 483	737 629	260 926	264 309	90 277	97 332	0	0	2 952 075	3 081 972
2- Autres postes nets	686 715	826 094	66 905	68 872	235 265	267 008	188 722	175 875	366 507	387 970	-71 788	37 569	758 101	736 278	2 128 592	2 418 053
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>4 879 241</b>	<b>5 345 638</b>	<b>363 957</b>	<b>399 370</b>	<b>2 030 661</b>	<b>1 919 708</b>	<b>2 037 860</b>	<b>2 394 999</b>	<b>1 549 050</b>	<b>1 476 508</b>	<b>764 276</b>	<b>876 367</b>	<b>758 101</b>	<b>736 278</b>	<b>12 320 711</b>	<b>13 106 526</b>

# **Annexes**

## **Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers**

**Accord de classement** : autorisation préalable délivrée par la Banque Centrale sur certains dossiers de crédit qui lui sont présentés par les établissements de crédit. Les dossiers ayant fait l'objet d'un accord de classement peuvent être mobilisés ultérieurement dans le cadre des opérations de refinancement du marché monétaire.

**Adjudication à taux variables** : La technique d'adjudication utilisée désormais par la BEAC est dite " **à taux variables** ", s'agissant notamment de l'opération principale d'injection de liquidité. Elle est caractérisée par la vente (ou achat) aux enchères des liquidités dont le montant est connu à l'avance. Contrairement aux appels d'offres à taux fixe<sup>1</sup> pratiqués antérieurement dans la limite des objectifs de refinancement nationaux, l'adjudication à taux multiples présente particulièrement l'avantage d'inciter les établissements de crédit à dynamiser la gestion de leur trésorerie. Étant donné que le volume proposé hebdomadairement tous les mardis est révisable d'une semaine à l'autre, elle est donc plus exigeante en matière de prévisions de liquidité. En rendant les établissements de crédit plus sensibles aux orientations de la politique monétaire de la Banque Centrale, cette approche devrait contribuer au développement du marché interbancaire et à réduire le niveau de liquidité bancaire actuellement élevé.

**Appel d'offres** : procédure par laquelle la BEAC entre en contact avec les établissements de crédit admis au compartiment des interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire pour requérir leurs soumissions d'achat ou de vente de monnaie centrale. À l'annonce d'un appel d'offres, dont le communiqué est relayé dans chaque pays par la Direction Nationale de la BEAC, les établissements de crédit sont invités à présenter au maximum cinq (5) offres, assorties chacune d'un taux d'intérêt différent. Après réception de toutes les soumissions effectuées par les établissements intéressés, la BEAC en établit une liste unique sur laquelle elles sont classées par ordre décroissant des taux d'intérêt offerts. Les offres présentant les taux d'intérêt les plus élevés sont satisfaites en priorité et celles à taux d'intérêt plus faibles sont successivement acceptées jusqu'à épuisement du montant total de liquidité à adjuger.

**Appel d'offres à taux fixe** : procédure d'appel d'offres dans laquelle la BEAC annonce à l'avance le taux d'intérêt ou le prix et où les contreparties participantes soumissionnent le montant pour lequel elles souhaitent être servies à ce taux d'intérêt ou prix.

**Appel d'offres à taux variable** : procédure d'appels d'offres dans laquelle les soumissions concurrentes des contreparties participantes portent à la fois sur le montant qu'elles souhaitent obtenir et sur le taux d'intérêt ou le prix auquel elles veulent conclure des opérations avec la Banque Centrale, et dans laquelle les offres les plus compétitives sont servies en premier jusqu'à ce que soit atteint le montant total de l'offres.

**Appel d'offres normal** : procédure d'appel d'offres utilisée dans le cadre des opérations d'open market régulières et exécutée dans un délai de 48 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

---

<sup>1</sup> La technique est de satisfaire les offres retenues à un taux unique.

**Appel d'offres rapide** : procédure d'appel d'offres utilisée pour les opérations ponctuelles de réglage, lorsqu'une action rapide sur la situation de liquidité du marché est jugée souhaitable, exécutée dans un délai de 24 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

**Avance intra-journalière** : facilité de prêt subordonnée à l'apport préalable de collatéral, octroyée par la BEAC aux participants directs aux échanges sur le Système de Gros Montants Automatisés (SYGMA) dans la CEMAC, afin de leur permettre de faire face à un besoin ponctuel de trésorerie au cours de la journée d'échange.

**Collatéral** : ensemble des actifs financiers négociables et non négociables éligibles comme garantie des opérations du marché monétaire.

**Compartiment des interventions de la BEAC** : segment du marché monétaire utilisé par la Banque Centrale pour mettre en œuvre sa politique monétaire à travers des injections et des ponctions de liquidité.

**Compartiment interbancaire** : segment du marché monétaire réservé aux transactions relatives aux échanges de liquidité et de titres entre les établissements de crédit.

**Décote** : réduction, en pourcentage, de la valeur du marché d'un actif utilisé en tant que garantie d'opérations de refinancement de la BEAC.

**Contreparties de la masse monétaire** : créances à l'origine de la création monétaire au profit des secteurs non financiers. Il en existe trois catégories : les avoirs extérieurs nets, les créances nettes sur l'État et les crédits à l'économie.

**Crédits à moyen terme irrévocables** : crédits bancaires pour lesquels la Banque Centrale a marqué son accord de mobilisation et ne peut revenir sur les conditions (durée, taux...). Ces crédits sont mobilisables sur le Guichet B du marché monétaire de la BEAC. Ils sont destinés au financement d'investissements productifs de durée comprise entre 2 et 7 ans.

**Droit de Tirage Spécial (DTS)** : unité de compte et instrument de réserve internationale créé en 1969 par le Fonds Monétaire International (FMI). Le DTS est alloué aux États membres du FMI en complément des avoirs de réserve existants. Il est calculé chaque jour à partir de cinq monnaies (Dollar, Euro, Yen, Livre Sterling et Renminbi ou Yuan chinois) pondérées selon leur importance dans le commerce et les paiements internationaux.

**Facteurs de la liquidité bancaire** : phénomènes ou événements qui améliorent ou réduisent le volume de monnaie centrale dont disposent les banques. Ces facteurs peuvent être autonomes ou résulter de l'action spécifique de l'Institut d'Émission (ex : les réserves obligatoires). Les facteurs autonomes qui influent sur la liquidité des banques sont constitués généralement par les opérations de retrait de billets de la clientèle, des opérations avec l'État et des opérations avec l'étranger.

**Faculté d'avances** : montant maximum de refinancement que la BEAC peut accorder à un établissement de crédit sur la base des effets publics et privés déposés en garantie à ses guichets. La décision du CPM N°04/CPM/2013 du 31 octobre 2013 précise les actifs financiers admissibles en garantie des opérations de refinancement de la BEAC. La

décision N°05/CPM/2013 du 31 octobre 2013 fixe les décotes applicables à ces actifs financiers. La décision N°02/CPM/2018 du 21 mars 2018 fixe les décotes applicables sur les titres publics.

**Facilité de prêt marginal** : avance à 24 heures qui s'effectue sous forme de prise en pension ou de prêt garanti par les actifs éligibles, suivant la procédure bilatérale.

**Facilité de dépôt** : placement à 24 heures qui s'effectue sous forme de dépôt à blanc à la Banque Centrale, suivant la procédure bilatérale.

**Fédéral Funds rate** : c'est le taux du marché interbancaire aux États-Unis, c'est-à-dire le taux auquel les principales banques américaines négocient entre elles leurs réserves libres (excédents de réserves obligatoires auprès de la Reserve Federal). Les "Fonds Fédéraux" sont d'abord les fonds déposés par les banques américaines auprès de la Federal Reserve (Banque Centrale des États-Unis). Par extension, le vocable a été repris pour définir les fonds que les banques s'échangent entre elles quotidiennement sur le marché interbancaire.

**Fixing** : cotation officielle de certaines devises à une heure déterminée sur certaines places financières après compensation des offres et des demandes.

**Liquidité banque centrale** : quantité de monnaie émise par la Banque Centrale et qui est à la disposition du système bancaire. Cette monnaie se matérialise par les avoirs en compte du système bancaire auprès de l'Institut d'Émission.

**Liquidité bancaire** : Capacité pour une banque à faire face à ses obligations de trésorerie suivant leur échéance.

**Marché financier** : lieu de rencontre entre demandeurs et offreurs de capitaux à moyen et long terme, sous forme de valeurs mobilières. Il comprend un marché primaire, qui concerne l'émission de nouvelles actions et obligations, et un marché secondaire, portant sur les échanges de titres déjà émis.

**Marché monétaire** : lieu où les institutions et sociétés financières et non financières de la CEMAC échangent et placent des liquidités à court et moyen terme.

**Mobilisable** : caractère de ce qui peut être transformé en monnaie.

**Nantissement** : contrat par lequel une contrepartie affecte des actifs financiers, présents ou futurs, en garantie des concours reçus de la Banque Centrale sur le compartiment des interventions de celle-ci.

**Objectifs implicites** (de la politique monétaire) : objectif que s'assigne la Banque Centrale mais qui n'est pas déclaré ou rendu public.

**Objectifs explicites** (de la politique monétaire) : objectif de politique monétaire annoncé à l'avance au public.

**Opération de cession temporaire** : opération par laquelle la Banque Centrale achète ou vend des titres dans le cadre d'une pension ou accorde des prêts adossés à des garanties.

**Opération d'open market** : opération réalisée à l'initiative de la BEAC sur le marché monétaire, sous forme de cession temporaire, de retrait de liquidité à blanc, d'achat/vente ferme des titres ou d'émission de bons BEAC.

**Opération ferme** : instrument par lequel la Banque centrale achète ou vend des actifs négociables éligibles de façon ferme sur le marché, sans rétrocession de propriété.

**Reprise de liquidité en blanc** : instrument par lequel la BEAC invite des contreparties à placer des dépôts à terme sur des comptes ouverts dans ses livres, afin de retirer des liquidités du marché.

**Pension-livrée** : opération par laquelle une contrepartie cède à une autre de manière temporaire, en pleine propriété, des effets et titres de créances, contre des liquidités, les deux parties s'engageant respectivement et irrévocablement, le cédant à reprendre les effets et titres cédés, et le cessionnaire à les rétrocéder à un prix et à une date convenue.

**Procédure bilatérale** : procédure par laquelle la BEAC effectue des opérations directement avec une ou plusieurs contreparties sans mise en concurrence par appel d'offres.

**Programmation monétaire** : technique moderne de prévision qui permet à la BEAC d'arrêter les objectifs monétaires et de crédit ainsi que le montant du refinancement aux établissements de crédit à partir d'un cadre macro-économique intégré et cohérent.

**Ratio Cooke (ou ratio de solvabilité)** : rapport entre les fonds propres d'une banque et les risques encourus. Dans les États de la CEMAC, ce ratio doit être supérieur à 8 %.

**Refinancement** : opération par laquelle les institutions financières se procurent des liquidités, d'une durée souvent courte pour faire face à leurs différents engagements. Cette opération est en partie assurée par la Banque Centrale qui intervient en prenant en garantie des actifs financiers détenus par ces institutions financières contre remise de liquidités.

**Swap (de trésorerie) ou "crédits croisés"** : opération d'échange de trésorerie qui s'effectue de gré à gré entre deux parties. Au moins l'une des séries des flux financiers est calculée en fonction de l'évolution d'un indicateur financier (taux d'intérêt, taux de change, prix d'une action, ...).

**Taux de change nominal** : prix dans une monnaie étrangère d'une unité de monnaie nationale.

**Taux de change effectif** : somme pondérée des taux de change avec les différents partenaires commerciaux et concurrents. La pondération correspond à l'importance de chaque partenaire en part dans les importations et les exportations des biens et services.

**Taux directeur** : principal taux d'intervention d'une Banque Centrale et dont la modification doit servir de signal aux opérateurs économiques sur les orientations de la politique monétaire.

**Taux de base bancaire** : c'est le taux d'intérêt qui sert de référence pour les crédits accordés par les banques à leur clientèle. Il est spécifique à chaque banque, même lorsque la concurrence fait en sorte que les principaux établissements de crédit s'alignent entre eux.

**Taux de pénalité** : taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale aux banques primaires en cas de manquement à la réglementation bancaire, aux règles de distribution du crédit et aux impayés résultant des opérations du marché monétaire ou dans l'hypothèse d'un défaut de papier éligible.

**Taux d'Intérêt des Appels d'offres (TIAO)** : taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations principales d'injection de liquidité organisées par la BEAC. Il est fixé en tenant compte de la conjoncture, tant interne qu'externe. Il constitue le principal taux directeur de la BEAC.

**Taux d'Intérêt sur Placements Publics (TISPP)** : taux de rémunération des dépôts publics par la BEAC. Il se subdivise comme ci-après :

- Taux d'intérêt Sur placements publics au titre des fonds de réserve pour les Générations Futures (TISPP<sub>0</sub>) ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP<sub>1</sub>) ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP<sub>2</sub>).

**Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP)** : c'est le taux d'intérêt moyen (pondéré par le volume des transactions réalisées) pratiqué par les banques sur le marché interbancaire de la CEMAC. Il est calculé par la Banque Centrale selon les diverses échéances (au jour le jour, un mois, deux mois, ...) et communiqué régulièrement aux différents participants du marché interbancaire.

## **Annexe 2 : Chronologie des principaux événements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC**

**11 janvier 2008** : le Comité de Politique Monétaire de la Banque des États de l’Afrique Centrale s’est réuni en séance inaugurale à Yaoundé, sous la présidence de Monsieur Philibert ANDZEMBE, Gouverneur de la BEAC, son Président statutaire.

**20 mars 2008** : le Comité de Politique Monétaire, lors de sa première réunion ordinaire, approuve le schéma transitoire du mécanisme d’émission des titres publics émis par adjudication dans la CEMAC, ainsi que son chronogramme de mise en œuvre, avec comme objectif, le lancement des adjudications des valeurs du Trésor en 2009.

**2 juillet 2008** : le Comité de Politique Monétaire décide de l’abandon de la règle de discrimination du taux d’intérêt servi sur les dépôts spéciaux suivant la position de l’État au compte d’avances statutaires. Il a également décidé du réaménagement de la composition des groupes assujettis à la constitution des réserves obligatoires, au regard des niveaux respectifs de liquidité des pays. Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire approuve le Projet de Règlement CEMAC sur les titres publics émis par adjudication et autorise le Gouverneur à le transmettre au Conseil d’Administration de la BEAC (pour avis conforme) et au Comité Ministériel de l’UMAC (pour adoption définitive).

Enfin, le Comité de Politique Monétaire examine les recommandations du séminaire sur le développement du secteur financier dans la CEMAC qui s’est tenu à Yaoundé les 3 et 4 juin 2008 avec le FMI et la Banque Mondiale et a décidé, s’agissant des conditions de banque, de la suppression du Taux Débiteur Maximum (TDM).

**3 juillet 2008** : le Conseil d’Administration délivre son avis conforme pour l’adoption par le Comité Ministériel du Règlement CEMAC sur l’émission des titres publics suite à son approbation par le Comité de Politique Monétaire.

**6 octobre 2008** : le Comité Ministériel adopte définitivement le règlement CEMAC relatif à l’émission des titres publics émis par adjudication.

**27 février 2009** : le Comité de Politique Monétaire approuve les cinq projets de textes réglementaires et conventionnels suivants portant réglementation, organisation et fonctionnement du mécanisme d’émission des titres publics émis par adjudication :

- la Convention relative à l’organisation des adjudications des Valeurs du Trésor ;
- la Convention relative à la participation des Spécialistes en Valeurs du Trésor aux adjudications des titres publics émis par adjudication ;
- le Cahier des charges des Spécialistes en Valeurs du Trésor ;
- le Règlement Général de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres (CRCT);
- la Convention-cadre de pension livrée.

**29 juin 2009** : le Comité de Politique Monétaire examine les modalités pratiques de mise en œuvre du projet d’émission des titres publics émis par adjudication et a décidé de :

- geler les plafonds d’avances de la Banque Centrale aux Trésors nationaux dès le démarrage des émissions des titres publics prévu au cours du second semestre 2009 ;

- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances par cinquième chaque année ;
- proposer au choix de chaque État de rembourser les utilisations au-delà du plafond d'avances réajusté, soit une seule fois, soit par consolidation sur un an maximum, au TIAO et à échéances trimestrielles.

En application de ces décisions, les plafonds d'avances statutaires des Trésors Nationaux, gelés depuis le mois de juin 2009, ont été réduits de 1/5<sup>ème</sup> soit 20%, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**16 décembre 2011** : le Comité de Politique Monétaire décide de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors Nationaux à leur niveau constaté au 31 décembre 2010 ;
- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances statutaires par dixième chaque année à compter du 31 décembre 2012.

**22 mars 2013** : le Comité de Politique Monétaire fixe la limite des créances de la banque centrale adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par le Trésor publics, les collectivités locales ou tout autre organisme public de chacun des États membres de la CEMAC, telle que prévue par les Statuts de la Banque. Cette limite est de 35 % des recettes budgétaires ordinaires fongibles d'origine nationale constatées au cours de l'exercice écoulé.

**18 décembre 2014** : le Comité de Politique Monétaire après avoir examiné l'impact de la baisse brutale des cours de pétrole sur le cadre macroéconomique, et sans préjudice du principe d'extinction des avances statutaires aux États, a décidé de maintenir, à titre exceptionnel et provisoire en 2015, les plafonds d'avances à leur niveau atteint au 31 décembre 2013.

**7 août 2015** : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session extraordinaire, établit les plafonds d'avances statutaires de l'exercice 2015 à 20% des recettes budgétaires de l'exercice 2014, excepté pour la RCA dont le montant du plafond est adossé sur les recettes budgétaires de l'exercice 2008.

**28 septembre 2015** : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session ordinaire, a autorisé le Gouvernement de la Banque Centrale à procéder à l'octroi d'une avance exceptionnelle à la République du Tchad, limitée au maximum à 50 % des plafonds d'avances révisés arrêtés pour l'exercice 2015 (sur la base des recettes budgétaires de 2014), dans la mesure où ce pays est sous-programme avec le FMI. Par ailleurs, tout autre pays ayant conclu un accord avec le FMI, au cours des exercices 2015 et 2016, qui ferait une demande d'avance exceptionnelle, en bénéficierait après accord préalable du Conseil d'administration.

**15 juin 2016** :

- le Comité de Politique Monétaire modifie le dispositif de gestion des réserves obligatoires dans la CEMAC. Cette réforme offre une plus grande flexibilité dans la gestion de la liquidité bancaire par la BEAC et uniformise les coefficients des réserves obligatoires, avec des seuils de constitution n'affectant pas les établissements de crédit collectant un volume faible de dépôts. Par ailleurs, elle élargit les éléments de l'assiette des réserves obligatoires à l'ensemble des éléments du passif des assujettis, notamment les titres de créances négociables (TCN) ;

- le Comité de Politique Monétaire a redéfini les règles, instruments et modalités d'intervention de la BEAC sur le marché monétaire. La BEAC interviendra sur le marché

par voie d'appels d'offres et de procédures bilatérales. Les opérations initiées dans le cadre de ses interventions sont irrévocables dès leur mise en place. Les instruments utilisés au titre de ces interventions comprendront désormais : les opérations d'open market (opérations principales d'injection de liquidité, opérations d'injection de liquidité de maturité longue, opération ponctuelle de réglage fin, opérations structurelles), les facilités permanentes, les avances intra journalières et les opérations du guichet spécial de refinancement.

## **22 mai 2017 :**

- le Comité de Politique Monétaire, réuni en session extraordinaire, adopte les mesures de politique monétaire ci-après :
  1. réduction de 20 % des objectifs de refinancement de la Guinée Équatoriale et du Tchad (pays dont la position en Compte d'Opérations est débitrice), pour les ramener respectivement à 192 milliards et 240 milliards ;
  2. réduction automatique de 10 % de l'objectif de refinancement de tout pays dont la position en Compte d'Opérations sera créditrice mais dont le ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire sera inférieur au seuil minimal de 15 % ;
  3. réduction complémentaire de 10 % de tout pays dont la position créditrice en Compte d'Opérations deviendra débitrice après qu'il ait subi une première réduction de 10 % de son objectif de refinancement sur la base du ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire.
- le Comité de Politique Monétaire autorise le Gouvernement de la BEAC à apporter de la liquidité d'urgence aux banques en difficulté exerçant au Tchad, en attendant la mise en place du dispositif global dédié.

**11 juillet 2017 :** le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la définition ci-après du seuil cible dans le cadre de la structuration des réserves de change *« le seuil cible des réserves de change est le niveau des réserves requis pour couvrir 3 mois d'importations des biens et services, ainsi que 3 mois de la dette extérieure »*.

**2 novembre 2017 :** le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, modifie le mode de constitution des réserves obligatoires par les établissements de crédit auprès de la BEAC, en instituant la constitution en moyenne.

**19 décembre 2017 :** le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la décision portant sur le cadre général du nouveau dispositif d'apport de liquidité d'urgence, pour permettre aux établissements de crédit de la CEMAC, jugés solvables, de faire face aux tensions temporaires de liquidité pouvant affecter la stabilité financière.

**21 mars 2018 :** le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, décide de :

- abandonner la norme limitant les créances de la BEAC adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par les Trésors publics à 35 % des recettes budgétaires de l'exercice écoulé ;
- fixer les nouvelles décotes applicables aux effets publics admissibles en garantie des opérations de politique monétaire de la BEAC ;

- supprimer la tranche d'exonération des réserves obligatoires et d'appliquer des coefficients uniformes ;
- fixer, à partir de la période de constitution des réserves obligatoires du mois d'avril 2018, les coefficients à appliquer sur les exigibilités à vue et à terme à 7,00% et 4,50% respectivement ;
- abandonner les objectifs nationaux de refinancement au profit d'une *limite sous-régionale d'intervention* de la Banque Centrale, pour consacrer l'unicité de la politique monétaire. Cette donnée ne sera plus communiquée au public mais sera un outil interne de pilotage des interventions de la Banque Centrale.

**25 juillet 2018** : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, décide, à N'Djamena, République du Tchad, en vue du pilotage du taux d'intérêt interbancaire moyen pondéré (TIMP) des opérations à 7 jours, de mettre en place un corridor autour du TIAO, composé :

- d'une facilité marginale de prêt à un taux de 4,70%, en remplacement du taux d'intérêt des prises en pension (TIPP) ;
- d'une facilité de dépôts à un taux de 0,0%, en remplacement du taux d'intérêt sur placement à 7 jours (TISP).

**Annexe 3a : Liste des établissements éligibles aux interventions de la BEAC**

	<b>Offreurs</b>	<b>Demandeurs</b>
<b>Cameroun</b>		
- Banques <sup>(1)</sup>	AFRILAND FIRST BANK B.I.C.E.C. SCB Cameroun CITIBANK SA STANDARD CH. BANK S.G.C. ECOBANK Cameroun CBC UBA SA UBC PLC BGFIBank Cameroun	AFRILAND FIRST BANK B.I.C.E.C. SCB Cameroun CITIBANK SA STANDARD CH. BANK S.G.C. ECOBANK Cameroun CBC UBA SA UBC PLC BGFIBank Cameroun
- Etablissements financiers <sup>(1)</sup>	SCE PRO-PME FINANCEMENT CREDIT FONCIER DU Cameroun AFRICA LEASING COMPANY	SCE PRO-PME FINANCEMENT CREDIT FONCIER DU Cameroun AFRICA LEASING COMPANY ALIOS FINANCE
- Trésor	Trésor public	
- Institutions financières publiques	Centre des Chèques Postaux (CCP)	
<b>République centrafricaine</b>		
- Banques <sup>(1)</sup>	ECOBANK B.P.M.C. C.B.C.A. BSIC Centrafrique	ECOBANK B.P.M.C. C.B.C.A. BSIC Centrafrique
- Trésor	Trésor public	
- Institutions financières publiques	Centre des Chèques Postaux (CCP)	
<b>Congo</b>		
- Banques <sup>(1)</sup>	BGFIBanK-Congo LCB B.C.I C.D.C ECOBANK Congo BCH UBA Congo BSCA CONGO	BGFIBanK-Congo LCB B.C.I C.D.C ECOBANK Congo UBA Congo BSCA CONGO
- Etablissement de microfinance	MUCODEC	
- Trésor	Trésor public	
- Institutions financières publiques	Centre des Chèques Postaux (CCP)	

(1) Les établissements de crédit (banques et établissements financiers) sont admis au Marché Monétaire (niveau 2) sur décision du Gouverneur et après avis de la COBAC.

(2) Sous réserve du remboursement intégral des avances dues à la BEAC par le Trésor.

**Annexe 3b : Liste des établissements éligibles aux interventions de la BEAC**

(suite)

	<b>Offreurs</b>	<b>Demandeurs</b>
<b>Gabon</b>		
- Banques <sup>(1)</sup>	B.G.D. B.I.C.I.G. CITIBANK B.G.F.I. U.G.B. BHG ORABANK Gabon ECOBANK Gabon	B.G.D. B.I.C.I.G. CITIBANK B.G.F.I. U.G.B.  ORABANK Gabon
- Trésor	Trésor public	
- Institutions financières publiques	Centre des Chèques Postaux (CCP)	
<b>Guinée Équatoriale</b>		
- Banques <sup>(1)</sup>	S.G.B.-GE. Centre des Chèques Postaux BANGE	S.G.B.-GE CCEI BANK GE BANGE
- Trésor	Trésor public	
<b>Tchad</b>		
- Banques <sup>(1)</sup>	CBT ECOBANK B.C.C. B S I C UBA Tchad ORABANK TCHAD	CBT ECOBANK B.C.C. B S I C UBA Tchad ORABANK TCHAD
- Trésor	Trésor public	
- Institutions financières publiques	Centre des Chèques Postaux (CCP)	

(1) Les établissements de crédit (banques et établissements financiers) sont admis au Marché Monétaire (niveau 2) sur décision du Gouverneur et après avis de la COBAC.

(2) Sous réserve du remboursement intégral des avances dues à la BEAC par le Trésor.

**DOCUMENT REALISE PAR LA BANQUE DES  
ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE**

**“ B.E.A.C. ”**

**SERVICES CENTRAUX  
BP 1917 YAOUNDE - CAMEROUN**

**DIRECTION DU CREDIT, DES MARCHES  
DE CAPITAUX ET DU CONTROLE BANCAIRE  
SERVICE DES OPERATIONS DE POLITIQUE  
MONETAIRE**

**TEL : (237) 222 23 46 95 – 222 23 46 96  
FAX : (237) 222 23 46 93 – (237) 222 22 78 03  
E-MAIL : Reporting-SCX\_MM@beac.int**

**BIEN VOULOIR NOUS FAIRE PARVENIR VOS  
OBSERVATIONS ET VOS COMMENTAIRES A  
L'ADRESSE CI-DESSUS**